



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2415  
14 novembre 2014  
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

# Jouyet-Fillon Hollande-Sarkozy

# Bonnets blancs blancs bonnets



**Partis de gauche** | **11 novembre**

**D'une  
impasse  
à l'autre ?**

page 4

**Un président  
pacifiste  
d'un jour**

page 5

**Palestine**

**Colère  
contre  
l'occupation**

page 9

# Jouyet-Fillon, Hollande-Sarkozy Bonnet blanc et blanc bonnet

Nouvelle tuile pour Hollande: Jouyet, son bras droit et grand ami, qui était censé mettre de l'ordre à l'Élysée, vient d'être pris en flagrant délit de mensonge. Finalement, il confirme que, oui, Fillon lui a bien demandé d'interférer pour que la justice accélère la procédure des affaires contre Sarkozy.

Saura-t-on le fin mot de l'histoire? Fillon a-t-il voulu enfoncer Sarkozy, ou est-ce Jouyet qui a voulu piéger Fillon? Quelqu'un est-t-il effectivement intervenu pour accélérer le traitement judiciaire de certaines affaires contre Sarkozy? Tout est possible. Mais il n'est pas nécessaire de connaître la vérité pour être écœuré par ces boules puantes.

La politique se résume de plus en plus en un panier de crabes, où il est impossible de distinguer les crabes de gauche et les crabes de droite, les amis des ennemis.

Il n'y a pas à être surpris par le déjeuner intime entre Jouyet, actuel secrétaire général de l'Élysée, et Fillon, ennemi revendiqué de la politique de Hollande. Ces deux messieurs se connaissent bien, ils se sont fréquentés de près, puisque Jouyet fut ministre de Fillon sous Sarkozy.

Tous ces politiciens forment un petit monde qui, au-delà des étiquettes politiques, se côtoie en permanence, se partage les responsabilités, connaît tout des rouages et des hommes qui font fonctionner l'appareil d'État et l'influencent au quotidien.

Ce ne sont ni les valeurs ni les idées politiques qui séparent ces hommes dits de « droite » de ceux dits de « gauche » : c'est leur carrière et la concurrence à laquelle ils se livrent lors de chaque élection pour occuper les premières places et se répartir le pouvoir. Alors oui, que ce soit Sarkozy ou Hollande, pour les travailleurs, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Sarkozy a fait passer l'âge de départ à la retraite à 62 ans? Hollande s'est chargé d'augmenter la durée de cotisation! Sarkozy a commencé à défaire les 35 heures en autorisant la multiplication des heures supplémentaires? Hollande s'est chargé de légaliser la flexibilité!

Augmentation de la TVA, non-remplacement des fonctionnaires, cadeaux au patronat, fermetures de services hospitaliers, coupes dans les prestations sociales, gel des pensions: la gauche n'a fait que prendre le relais de la droite. Même face aux chômeurs, de plus en plus nom-

breux, le gouvernement Hollande copie celui de Sarkozy en prônant le contrôle des chômeurs!

Tour à tour au pouvoir, droite et gauche mènent une politique antiouvrière.

Dans cet éternel recommencement politique, l'extrême droite se présente comme vierge de toute affaire et de toute responsabilité et se pose en dernier recours. Mais le fait même que Marine Le Pen se dise prête à devenir Premier ministre de Hollande, en cas de dissolution de l'Assemblée, montre qu'elle ne cherche qu'à s'intégrer au pouvoir existant. La vieille famille bourgeoise et politicienne que représente la famille Le Pen ne déparera d'ailleurs pas dans le décor.

Le Pen dénonce l'UMPS, mais elle rêve de mettre en place un système UMPS-FN. Elle rêve comme les autres d'occuper le devant de la scène, sans rien changer à cet ordre capitaliste où une seule famille bourgeoise à la tête d'une entreprise peut disposer de la vie de centaines de milliers de travailleurs; sans rien changer à ce système où l'argent et l'exploitation règnent en maîtres car, évidemment, Madame Le Pen défend la propriété capitaliste, les inégalités et les injustices qui vont avec.

Tous ceux qui prétendent aider les travailleurs, mais sans vouloir faire payer la bourgeoisie, sans s'en prendre aux profits, sont des menteurs, les Le Pen comme Hollande et Sarkozy.

Le Pen le dit elle-même, si elle arrive au pouvoir, une de ses priorités sera de s'en prendre aux étrangers, c'est-à-dire à des pauvres, à des travailleurs qui ont le malheur d'être nés dans un pays où ils n'arrivaient pas à vivre de leur travail. Rien que cela – désigner à la vindicte une fraction des travailleurs – montre que Le Pen ne prépare rien d'autre qu'une politique antiouvrière, et la pire qui soit.

Les politiciens de droite, de gauche et d'extrême droite sont à mettre dans le même sac, ils postulent tous à servir le patronat. Leurs combats et leurs manœuvres sont étrangers aux intérêts des travailleurs, et il serait vain de chercher un sauveur parmi eux.

Si les travailleurs laissent la vie politique dans les mains de ces gens-là, la condition ouvrière reculera. Mais si les travailleurs relèvent la tête, contestent, s'organisent pour défendre leurs intérêts, ils peuvent inverser le cours de la vie politique.

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		Paradis des groupes capitalistes au Luxembourg 7	du Mur de Berlin 11
Hollande et l'éducation 3		Manifestation contre l'austérité en Belgique 7	<b>ENTREPRISES</b>
Un président mielleux face à la morgue patronale 3		Le 9 novembre en Catalogne 8	Sanofi - Quetigny ; St Microelectronics ; Lapeyre- Saint-Gobain 12
A propos de la Première Guerre mondiale 4		Une débauche nationaliste en Grande-Bretagne 8	Un pas de plus dans la démolition de la médecine du travail 13
Manifestations interdites 5		La colère enfle en Palestine 9	Travailleurs de nuit, ce n'est pas la santé 13
Contre les violences policières, les lycéens manifestent 5		Envoi de nouvelles troupes en Irak 9	Suppression partielle des franchises médicales 13
Manifeste pour une nouvelle union de la gauche ? 6		Élections aux États-Unis 10	SNCF ; EDF 14
Vieille recette et même impasse pour le PCF 6		Les résultats des candidats d'extrême gauche 10	Air France 15
	<b>IL Y A 25 ANS</b>		Nos lecteurs écrivent 15
	9 novembre 1989 : la chute		
<b>DANS LE MONDE</b>			

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est de nouveau disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.



## Hollande et l'éducation : promesses mensongères, élèves sacrifiés

« J'ai mis la priorité sur l'éducation », a redit Hollande lors de son intervention télévisée. Faux : l'éducation nécessite des moyens, notamment humains, et le candidat Hollande avait promis la création de 60 000 postes d'enseignants, pour compenser les postes supprimés sous la présidence Sarkozy. Qu'en est-il ?

Ces postes sont restés, pour une grande partie, un songe. Le ministère de l'Éducation annonce en avoir créé 24 000 jusqu'à présent, à la rentrée 2014, ce qui est loin de l'objectif annoncé.

Mais ce chiffre est le fruit d'un artifice comptable. L'essentiel de ces nouveaux professeurs sont des stagiaires remplaçant les départs en retraite. Et encore, pas tous. Alors qu'il n'y a eu

que 1 500 véritables postes nouveaux, l'astuce consiste pour le gouvernement à réintégrer les stagiaires dans le calcul du nombre d'enseignants fonctionnaires, quand Sarkozy les en avait retirés pour amplifier, aux yeux de l'électorat de droite, le nombre de postes de fonctionnaires qu'il réduisait. De plus, les stagiaires devront être formés (et c'est tant mieux) et ne pourront au début de leur carrière exercer un temps plein

devant les élèves: il y a donc baisse du nombre d'heures d'enseignement global, en fin de compte.

Ces stagiaires sont d'ailleurs victimes d'une mesquinerie supplémentaire du gouvernement qui, en 2014, a baissé leur salaire en les rétrogradant d'échelon. Cette mesure et le nombre artificiellement gonflé de créations de postes révèlent la stratégie gouvernementale: contenir et si possible réduire les

dépenses en matière d'éducation, tout en annonçant le maintien des engagements. Résultat: il y aura 2 000 enseignants de moins dans le primaire à la rentrée 2015, par rapport à ce qui existait à la rentrée 2011, sous la droite.

Le nombre d'élèves augmente dans le primaire comme dans le secondaire: ils étudieront dans des classes toujours plus surchargées.

Stéphane Fort

## Face à la morgue patronale: un président mielleux

Lors de son émission télévisée du 6 novembre, on a vu Hollande apostrophé par une patronne de combat, Karine Charbonnier, héritière et directrice générale de la société holding Beck.

Cette société qu'elle possède, spécialisée dans les boulons pour le secteur du pétrole, compte une usine à Armentières dans le Pas-de-Calais et sept autres sites, du Royaume-Uni à la Chine. Les 650 travailleurs de cette entreprise se voient refuser une augmentation de salaire pour

tous, alors que la société est largement bénéficiaire. Mais, du sort des travailleurs, il n'en a été nullement question. Quand la patronne de Beck a mené la charge, Hollande l'a remerciée « de maintenir et créer des emplois en France ». Il a acquiescé quand elle s'est plainte que le crédit

d'impôt compétitivité emploi (CICE) ne lui rapporte que 300 000 euros, une somme qu'elle estime très inférieure à ses besoins!

Pour prouver sa bonne volonté, Hollande a annoncé que le CICE serait déduit des cotisations sociales à partir de 2017, autrement dit sans décalage dans le temps par rapport aux salaires versés, et renouvelé indéfiniment. Il a rappelé aussi les futures baisses de l'impôt sur les sociétés, de la contribution sociale

de solidarité des sociétés et des cotisations familiales. Au total, ce cadeau s'élève à 41 milliards par an, mais le patronat ne va pas se contenter de si peu! « Quand vous demandez des contreparties aux entreprises, c'est irréaliste », a attaqué la patronne, alors qu'elle sait très bien que ces fameuses contreparties n'ont jamais été promises. Derrière un faux procès au gouvernement, la charge de cette patronne était dirigée contre les travailleurs.

Cette patronne, par ailleurs une des dirigeantes locales du Medef est à l'image de tous les grands patrons aujourd'hui, ergots dressés contre les travailleurs mais aussi contre ce gouvernement pas encore assez attentif, obéissant et servile à leur égard. Face à cela, la seule réaction de Hollande a été de chercher à montrer qu'il fait son maximum pour les satisfaire.

Jean Sanday

## AGENDA

### Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

#### Bordeaux

Samedi 15 novembre

à partir de 11 h 30

Salle Son-Tay, quartier Belcier

#### Limoges

Samedi 15 novembre

à partir de 15 h 30

Salle Pierre-Louis à Feytiat

#### Le Mans

Samedi 15 novembre

à partir de 17 heures

Salle Pierre-Guédou, rue du Pont

#### Compiègne

Samedi 15 novembre

à partir de 18 heures

Salle des fêtes

de Margny-lès-Compiègne,

rue de la République

#### Mantes-la-Jolie

Samedi 15 novembre

à partir de 19 heures

L'Île-l'Aumône

#### Reims

Dimanche 16 novembre

à partir de 11 heures

Salle Rossini



### Cercle Léon Trotsky

#### Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme

Vendredi 14 novembre à 20h30

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup>

Métro: Maubert-Mutualité

Participation aux frais: 3 euros

# 11 novembre : Hollande, pacifiste de circonstance

François Hollande a inauguré mardi 11 novembre un monument aux morts où sont inscrits les noms des 580 000 hommes, toutes nationalités confondues, tombés entre 1914 et 1918 dans les seuls départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ces hommes « étaient tous des victimes, devant être salués sans distinction », a-t-il dit.

Et d'entonner la version officielle de l'histoire : le nationalisme aurait poussé les peuples européens les uns contre les autres à deux reprises mais, les peuples ayant mûri, la construction de l'Union européenne mettrait désormais le continent à l'abri d'une telle barbarie.

Les nationalismes français, allemand, britannique d'avant 1914, véritables fabriques de va-t-en-guerre,

ne tombaient pas du ciel. Ils exprimaient les intérêts matériels d'industriels et de banquiers concurrents pour la conquête et l'exploitation des colonies, en guerre commerciale pour les débouchés, luttant pour leurs profits. Lorsque la planète est devenue trop petite pour l'expansion des capitalistes concurrents, la guerre commerciale est devenue la guerre tout court,

avec la peau des peuples, bien entendu. Le nationalisme le plus outrancier est alors devenu l'idéologie officielle de tous les États et de tous les politiciens, y compris les ancêtres de Hollande, les socialistes d'Union sacrée.

Dans la brève période d'accalmie de la fin des années 1920, la paix est redevenue à la mode, la Société des nations fut fondée, le prix Nobel de la paix attribué conjointement à un politicien français et à son collègue allemand, qui faisaient des discours ressemblant à ceux d'aujourd'hui. Mais, le capitalisme replongeant dans la crise, une nouvelle confrontation

armée fut préparée par une nouvelle montée des nationalismes. Et les peuples embrigadés furent à nouveau jetés les uns contre les autres « pour les industriels et les marchands de canons ».

Depuis, les bourgeoisies européennes ont cherché à construire un marché unique et à codifier leur concurrence. Les historiens, les professeurs et les politiciens ont donc entonné à nouveau la trompette de la paix entre les peuples d'Europe. On comprend que cela touche les générations qui ont connu les guerres et en ont enseigné l'horreur à leurs enfants. Mais il faudrait être bien

naïf pour croire que cela suffira.

Non seulement ces politiciens « pacifistes » et ces capitalistes « civilisés » sèment la mort et la guerre sur tous les continents, y compris l'Europe, de l'Ukraine à la Yougoslavie, mais leur système économique en crise peut, à nouveau, déboucher sur une guerre générale.

En disant que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », Jaurès affirmait qu'on ne pouvait en finir avec la guerre qu'en se débarrassant du capitalisme. Cela reste d'actualité.

Paul Galois



## Gentioux (Creuse) : Maudite soit la guerre des capitalistes et des banquiers

Le monument aux morts du petit village de Gentioux dans la Creuse a la particularité de n'avoir jamais été inauguré officiellement car, au moment de son érection en 1922, les habitants ont refusé d'y apposer l'inscription « Morts pour la France » qu'ils ont préféré remplacer par « Maudite soit la guerre » et y ont placé la statue d'un jeune écolier le poing levé.

Les 11 novembre, on n'entend d'ailleurs jamais à Gentioux ces fameux « Morts pour la France ». Traditionnellement, un certain nombre d'associations antimilitaristes et de syndicats se rassemblent pour dénoncer non seulement la Première Guerre impérialiste mondiale mais aussi les responsabilités de l'impérialisme dans tous les conflits passés et présents.

Cette année, en plus de la dénonciation de la mort de Rémi Fraisse victime des violences policières lors de la manifestation de Sivens, un hommage particulier a été rendu aux « fusillés pour l'exemple » qui se comptent par dizaines en Creuse. Un rassemblement s'est tenu dans un village voisin sur la tombe de l'un d'entre eux, Félix Baudy, ouvrier maçon et militant de la CGT d'avant 1914. Devant le refus de Hollande de réhabiliter collectivement tous les fusillés pour l'exemple, on a pu entendre le commentaire suivant : « Pas étonnant de la part d'un gouvernement qui entretient des guerres aux quatre coins du monde et appelle encore aujourd'hui à l'union sacrée ! »

Correspondant LO

## Clemenceau, briseur de grèves

Valls avait déjà déclaré son admiration pour Georges Clemenceau, une pièce de théâtre le met à l'honneur dans un face à face avec Jaurès, et le 11 novembre, au cours du défilé sur les Champs Élysées, Hollande est allé déposer une gerbe au pied de sa statue.

Clemenceau est ainsi devenu une référence pour les dirigeants socialistes actuels. Alors qu'ils célèbrent la fin de la Première Guerre mondiale, ils le présentent comme un artisan de la paix. On se demande pourquoi, car Clemenceau fut avant tout partisan de mener la guerre jusqu'au bout. Mais surtout, ils passent tous sous silence que le « premier flic de France », ainsi qu'il se dénommait, fut l'artisan

de répressions féroces contre le mouvement ouvrier.

En 1906, après la catastrophe de la mine de Courrières, des grèves de mineurs ont secoué le Nord et le Pas-de-Calais. Pour tenter de les briser, Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur, envoya la troupe. En 1907, alors qu'il était depuis plusieurs mois président du Conseil, eut lieu la révolte des vigneron dans le midi de la France. Cinq manifestants furent tués, et si le bilan ne fut pas plus lourd, c'est parce que le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie décida de mettre « la crosse en l'air » en se rangeant du côté des vignerons insurgés.

En mai-juin 1908, les travailleurs du bâtiment et des carrières de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges

se mirent en grève. La troupe réprima une manifestation en tirant sur les ouvriers, tuant deux d'entre eux. Il y eut deux morts aussi à Vigneux, où les gendarmes tirèrent à bout portant dans la salle où se tenait une réunion. Plusieurs dirigeants de la CGT furent arrêtés, ainsi que de nombreux grévistes.

Enfin, après la guerre, en 1919, alors qu'un mouvement de grèves quasi insurrectionnelles se développait et aurait pu menacer le pouvoir de la bourgeoisie française, Clemenceau se fit le soutien de cette dernière en poursuivant sa politique de « briseur de grèves ».

Voilà quelques traits du triste personnage que célèbrent aujourd'hui Valls et Hollande.

Marianne Lamiral

## Les restes explosifs de la Première Guerre mondiale

De la Meuse au Nord-Pas-de-Calais, des tonnes de munitions datant de la guerre de 14-18 sont encore enfouies dans les sols. On estime que 20 % du milliard et demi de tonnes d'explosifs utilisés pendant la guerre seraient encore dans la nature. Chaque année, plus de 500 tonnes de munitions sont déterrées en France.

Elles font parfois des victimes, comme cet agriculteur et son fils blessés par l'explosion de deux

obus près d'Arras, le 4 octobre dernier. Quand elles n'explorent pas, ces munitions peuvent provoquer des dégâts environnementaux considérables, comme ces dix tonnes d'armes chimiques, qui sont déterrées chaque année.

La plupart des munitions « classiques » contiennent des métaux toxiques. En 2004, une étude de l'ONF sur les sangliers de la forêt de Verdun indiquait que 10 % d'entre eux étaient

fortement intoxiqués au plomb et au cadmium.

Faune empoisonnée, nappes phréatiques polluées, espaces non déminés : la « zone rouge » représente 120 000 hectares d'anciens champs de bataille de la guerre de 1914. Un siècle après, le conflit, qui jeta les peuples les uns contre les autres pour la défense des intérêts capitalistes, empoisonne encore la vie des populations.

Nadia Cantale

## LEUR SOCIÉTÉ

# Manifestations interdites : Valls en mal d'autorité

# Contre l'arbitraire policier : les lycéens manifestent

Jugées en comparution immédiate pour participation à une manifestation interdite le 8 novembre à Toulouse, contre les violences policières ayant entraîné la mort de Rémi Fraisse sur le site du barrage de Sivens, quatre personnes ont écopé de peines de prison, ferme ou avec sursis. D'autres attendent de passer en jugement.

C'est donc une double répression qui touche ces manifestants. Le jour même de la manifestation, ils ont été gazés par la police. Et dans la foulée la justice les a condamnés.

D'autres manifestations, contre la guerre qu'a menée l'armée israélienne à Gaza ont été interdites cet été en région parisienne. Un des organisateurs, militant du NPA, a ensuite été traîné devant un tribunal. Et quand le juge l'a relaxé le 22 octobre, le parquet général – c'est-à-dire l'exécutant du ministère de la Justice – a fait appel, en espérant qu'une autre juridiction le condamne.

Ces interdictions, frappant des manifestations de protestation contre des injustices, se sont multipliées ces derniers mois. Les autorités les justifient

en évoquant les éventuels débordements violents des manifestants. Mais interdire une manifestation n'empêche pas d'éventuels casseurs d'y venir et provoque aussi des heurts avec des manifestants d'autant plus indignés que l'État prétend les empêcher de s'exprimer.

Manuel Valls n'est évidemment pas étranger à ces interdictions. Son passage au ministère de l'Intérieur puis à Matignon, son obsession à marquer sa différence avec les autres hiérarches socialistes sur le thème de l'ordre et à affirmer sa posture d'homme à poigne, le poussent à restreindre cette liberté élémentaire. Au point de vouloir se montrer plus à droite que la droite...

Lucien Déroit

Suite à la mort du jeune militant écologiste Rémi Fraisse, plusieurs dizaines d'établissements parisiens ont été bloqués par des lycéens.

Sans réel appel d'organisation syndicale ou politique, la mobilisation s'est répandue rapidement, essentiellement dans les lycées qui en octobre 2013 avaient déjà manifesté contre l'expulsion de la jeune collégienne Léonarda et contre celle d'un autre lycéen, Khatchik. Jeudi 6 novembre, ils étaient plus d'un millier à manifester « contre les violences policières ». Le mouvement pour l'instant n'est pas allé au-delà. Mais cette envie d'une partie de la jeunesse d'exprimer son

mécontentement à l'occasion de la mort du jeune manifestant pourrait bien rebondir sur un autre sujet.

Yero, élève en CAP de menuiserie dans un lycée du XV<sup>e</sup> arrondissement, d'origine mauritanienne, a été arrêté parce qu'il était sans papiers et est menacé d'expulsion. Alors que ce lycéen possède un acte de naissance prouvant qu'il a moins de 18 ans et qu'il est d'origine mauritanienne, la police persiste à le considérer majeur suite à des « tests osseux » dont la fiabilité est contestée. Et elle veut

l'expulser vers le Sénégal, pays où il n'a jamais mis les pieds, car des tests d'empreintes digitales l'auraient identifié comme un Sénégalais de 19 ans. En réponse, une nouvelle manifestation lycéenne était prévue jeudi 13 novembre, cette fois encore « contre les violences policières » et pour s'opposer à l'expulsion de lycéens en général, et à celle de Yero en particulier.

Cette mobilisation d'une partie de la jeunesse est pour l'instant d'ampleur très limitée. Mais elle exprime de légitimes sentiments de solidarité et une protestation qui doit se développer.

Pierre Royan



Au lycée Ravel

## Les universités à la diète avant les fêtes ?

Dans sa recherche d'économies, le ministère des Finances veut amputer de 20% la quatrième tranche de dotation de l'État aux universités pour la fin d'année 2014. Des présidents d'universités ont annoncé qu'ils seraient alors peut-être dans l'impossibilité

de payer les salaires de décembre.

Interviewée sur le sujet, la secrétaire d'État en charge de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, a tenté de relativiser, en disant que Bercy était à la recherche d'économies et que le budget des universités n'était qu'une des

options possibles. Elle a conclu : « Je ne suis pas très inquiète. » Voilà qui n'est « pas très » rassurant !

Si finalement le budget n'est pas amputé, ou l'est moins qu'annoncé, c'est que Bercy aura pris sur celui d'un autre service public utile à la population. Ce ne sera pas mieux.



Au lycée Charlemagne

### Retenez-moi ou je fais un malheur

Décus, les patrons au lendemain de l'intervention de Hollande sur TF1 le 6 novembre : il n'y avait pas d'annonce de nouveaux cadeaux pour eux. Le numéro 2 du Medef, Geoffroy Roux de Bezieux, a donc annoncé une mobilisation début décembre pour faire entendre « le ras-le-bol et la souffrance » des patrons. Ceux-ci, à l'en croire, seraient au bord du suicide.

Pourtant les symptômes feraient plutôt pencher pour l'indigestion. Un budget sur mesure pour les riches, des milliards d'allègements de cotisations et de baisses d'impôts sur

trois ans, la destruction programmée des protections des salariés : si « tout n'est pas rose pour les patrons » comme le dit leur porte-parole, il faut qu'ils aillent voir l'oculiste... et demandent une prise en charge.

### Tablette pour tous, tablette virtuelle ?

Hollande a promis lors de son intervention télévisée qu'à la rentrée 2016, « tous les élèves de classe de 5<sup>e</sup> seront équipés d'une tablette et auront une formation avec le numérique ».

On ne pourrait que se réjouir à l'idée que les élèves puissent avoir accès au numérique. Mais personne

n'a repris le président pour lui rappeler que dans beaucoup de collèges aujourd'hui il faudrait pour commencer un ordinateur par élève, et pas du matériel obsolète. Et puis qui peut croire que ce gouvernement qui économise sur tout dans l'éducation consacrerait l'argent nécessaire à la réalisation d'une telle promesse ?

### Travail des enfants et patrons sans scrupules

Interpellé par une journaliste dans le cadre d'une émission de France 2 sur le recours à des enfants chinois pour fabriquer moins cher ses téléphones, le PDG de Huawei-France a

préféré s'éclipser. Depuis il tempête contre le culot de la journaliste : « J'ai activé tous mes réseaux et Mme Lucet n'aura plus aucun grand patron en interview ».

Il n'est pas gêné par l'exploitation des enfants ni par les 13 heures de travail journalier qu'il leur impose, mais par le fait que cela se sache. Un vrai patron bien dans son rôle.

### Willy Sagnol, la bêtise du racisme ordinaire

Willy Sagnol, l'entraîneur du club de foot de l'équipe professionnelle de Bordeaux, a déclaré dans une interview que les joueurs africains étaient « puissants » et « pas chers »,

mais que le football, « c'est aussi de la technique, de l'intelligence, de la discipline », et qu'il faut donc aussi « des Nordiques ». Et d'expliquer que, sous sa direction, son club n'embaucherait plus d'Africains.

En 2010, des dirigeants du football français avaient déjà tenu de tels propos de bistrot, en évoquant la mise en place de quotas contre les joueurs africains. Tout cela traduit un racisme répandu dans ces milieux, mais pas pour autant acceptable. Les associations antiracistes et de nombreux sportifs ont délivré un carton rouge à Sagnol, certainement mérité pour son absence d'« intelligence » !

## Fil rouge

# 15 novembre : manifester pour une nouvelle union de la gauche ?

**Des manifestations contre l'austérité sont organisées le 15 novembre dans tout le pays, à l'initiative du collectif Alternative à l'austérité qui comprend de nombreuses organisations syndicales et politiques de gauche.**

Lutte Ouvrière est solidaire des militants et des travailleurs du rang qui en profitent pour dénoncer la politique du gouvernement. Ce gouvernement, qui fait reculer la condition ouvrière des années en arrière, mérite en effet d'être rejeté.

Mais nous ne partageons pas les visées politiques des organisateurs de cette manifestation. Le collectif qui appelle à manifester regroupe « diverses personnalités et organisations syndicales, politiques, associatives et citoyennes ». Il se présente « ouvert à toutes celles et ceux qui ne se résignent pas et veulent construire une alternative sociale, écologique et politique ».

Mais à quoi cette alternative politique doit-elle viser ? Si le collectif ne le dit pas, les partis qui le composent l'affirment haut et fort. Il faut, disent Pierre Laurent du PC ou Jean-Luc Mélenchon du Parti de gauche, regrouper les contestataires de la politique du gouvernement. Pour le PC, cela inclut les écologistes et les frondeurs du PS.

Il s'agirait donc de reconstruire une « alternative » avec ceux qui, il y a six mois encore, étaient au gouvernement et qui ont voté toutes les mesures antiouvrières du gouvernement, et aussi avec ceux qui continuent de les voter aujourd'hui !

« D'autres choix sont possibles... Il faut créer les conditions d'une véritable reconquête industrielle »,

affirme aussi l'appel. Mais à qui s'adresse cette demande ? Au gouvernement ? Aux politiciens de gauche qui postulent à la gestion de ce système ? À la bourgeoisie, qui domine toute l'économie en vertu de la propriété privée ?

Ceux qui militent dans la classe ouvrière n'ont pas besoin de politiciens experts en conseils à la bourgeoisie, fussent-ils de gauche. Les travailleurs ont avant tout besoin de défendre

leurs intérêts de classe. Ils ont besoin de militants qui les aident à redonner à leurs camarades de travail la conscience qu'ils représentent une force capable d'agir par elle-même et d'imposer ses intérêts.

Manifester, s'opposer à la politique antiouvrière du gouvernement est une chose, préparer une opération politique qui véhicule l'espoir d'une énième union de la gauche et l'assurance de nouvelles désillusions pour les travailleurs en est une autre, et beaucoup moins bonne. C'est une alternative de classe qu'il faut préparer.

Lila Vermer

## PCF: vieille recette pour aller dans la même impasse

**Face aux attaques incessantes et conjointes du patronat et du gouvernement, la nécessité d'une riposte du monde du travail se fait de plus en plus pressante.**

Malgré cela, l'appel lancé par le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, lors des Assises nationales de son parti à Montreuil, n'aborde même pas cette question. Les seules batailles évoquées sont électorales, dans la perspective d'une nouvelle union de la gauche.

L'appel se veut certes mordant à l'encontre de Valls, qui « n'est pas, et ne sera jamais, le Premier ministre de la gauche ». Le PCF s'attaque à Valls avec virulence, en particulier pour faire croire qu'avec un changement de Premier ministre, voire une recombinaison parlementaire à gauche, une autre politique serait possible, qui

romprait avec les attaques antiouvrières.

C'est pourquoi il appelle « tous les socialistes, écologistes, républicains, convaincus de l'impasse actuelle » à « ne pas rester au milieu du gué ». Air connu. Cela s'est appelé l'Union de la gauche naguère. Le PCF, en se rattachant au PS, y a perdu de son influence, démoralisé ses militants et désorienté la classe ouvrière. Qu'à cela ne tienne, c'est reparti pour un tour et le secrétaire national du PCF appelle « sans attendre » à « travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de transformation sociale ». Quand il déclare qu'il faut passer à l'action, c'est pour



Un slogan récurrent à la fête de l'Humanité.

porter cette « ambition nouvelle »... dans les prochaines élections de mars 2015, « essentielles » selon lui. Est-ce vraiment cela qui peut faire trembler le Medef ? Les dirigeants du PCF savent bien que non, mais cela ne les empêche pas de continuer dans une voie qui a fait faillite bien des fois.

Les responsables du PCF vont dire que cette « nouvelle majorité de gauche » à constituer n'est qu'un premier pas, qui en permettrait d'autres – chanson connue, trop connue – et qu'il faut commencer par un bout. En d'autres termes, ce serait mieux que rien. C'est faux. Cela ne serait, en fait, pas mieux, mais pire. Car cette politique, contrairement à ce que Laurent et les siens affirment, ne contraindra en aucune façon les dirigeants

socialistes, frondeurs ou pas, à infléchir leur politique pour prendre en compte les intérêts des classes populaires.

C'est tout le contraire. Elle conduirait les dirigeants du PCF et, à leur suite, les classes populaires à se mettre une nouvelle fois à la remorque de notables du PS, comme Montebourg, Hamon, Aubry. Ces gens-là peuvent-ils basculer un tant soit peu du côté des intérêts de la classe ouvrière ? L'histoire a déjà répondu à cette question, et plus d'une fois ! Avant Hollande, Mitterrand-Mauroy puis Jospin ont tourné casaque dès qu'ils ont accédé au pouvoir. Pourquoi en irait-il différemment aujourd'hui ?

Cette fois encore, la direction du PCF recycle la machine à illusions.

Jean Sanday

## Jouyet-Fillon : est-ce ainsi que les hommes (politiques) vivent ?

**L'affaire Jouyet-Fillon, outre ses conséquences politiques, a l'intérêt de mettre en lumière la collusion entre les politiciens de tout bord et le monde des capitalistes.**

Jean-Pierre Jouyet, fils d'un notaire gaulliste et catholique, a connu François Hollande à l'ENA. Dans leur promotion, se trouvaient aussi Dominique de Villepin, Henri de Castries (PDG d'Axa), etc. Par la suite, Jean-Pierre Jouyet a épousé Brigitte Taittinger, descendante de la famille des patrons du champagne,

dont le grand-père a été lié à l'extrême droite avant-guerre. Un de ses oncles a été ministre de Pompidou, un autre de Giscard. Elle-même a fait carrière dans une entreprise de parfumerie, mais est aussi passée par Publicis, Nestlé et L'Oréal, avant de finir comme directrice de stratégie à Sciences Po.

Les Jouyet ont eu comme témoins de mariage Hollande et Margerie, l'ancien patron de Total, cousin de Brigitte Taittinger. Ils ont pris l'habitude de tenir salon dans leur appartement du XVI<sup>e</sup> arrondissement, où se retrouvaient ensemble ou successivement leurs amis de l'ENA, mais aussi Manuel Valls, Emmanuel Macron, Rachida Dati, Christine Lagarde, François Fillon, sans oublier des patrons comme François Pinault ou le banquier

d'HSBC, ainsi que nombre de journalistes.

Jouyet lui-même, ami intime de Hollande, a également été ministre de Sarkozy. Au point que, même dans la famille Taittinger, on finisse par se demander : « Ce gendre, est-il de droite ou de gauche ? »

Les liens du couple Jouyet avec des hommes politiques, de droite comme de gauche, et une grande partie des dirigeants des entreprises capitalistes, sont symptomatiques. Tous,

qu'ils aient choisi comme écurie de course le PS ou la droite, qu'ils fassent carrière dans des ministères ou des grandes entreprises, ont en commun d'être au service du système capitaliste et d'en partager les valeurs. Ils font profondément partie de la même classe sociale, idéologiquement, politiquement et personnellement. Cela n'empêche pas, parfois, de se disputer !

Marion Ajar

## Luxembourg : au paradis des groupes capitalistes

**Un groupe de journalistes d'investigation vient de révéler que 340 multinationales ont passé des accords fiscaux secrets avec le Luxembourg à l'époque où Jean-Claude Juncker était Premier ministre, ce qui leur a permis de ne pas payer des milliards d'euros d'impôt dans leur pays d'origine.**

Que le Luxembourg soit un paradis fiscal n'est pas une découverte, mais cette enquête jette une lumière crue sur ces pratiques et sur les bénéficiaires d'une fiscalité légère : Amazon, Ikea, Pepsi Cola, Heinz, Verizon mais aussi des groupes français, Axa, Crédit agricole ou BNP Paribas... 340 multinationales ont ainsi passé 548 arrangements fiscaux secrets pendant le mandat du

Premier ministre Juncker, de 1995 à 2013.

Ces accords permettent aux entreprises les plus profitables de la planète de ne payer pratiquement pas d'impôts, mais ils privent de recettes fiscales les États d'où viennent ces entreprises. Et comme souvent, c'est un ex-employé d'une société d'audit travaillant pour ces multinationales qui a dénoncé ces pratiques. Une preuve de plus

qu'il faudrait en finir avec le secret industriel, commercial et bancaire, et pas seulement au Luxembourg.

Les entreprises peuvent en effet demander par avance au fisc luxembourgeois comment elles seront traitées. C'est le « rescrit fiscal ». C'est ainsi que le grand-duché, autrefois bassin sidérurgique, est maintenant surtout un paradis fiscal pour la finance et les services. Le taux d'imposition officiel de 29,9 % au Luxembourg peut s'approcher de zéro grâce à une palette de niches fiscales valables pour les sociétés-mères et leurs filiales. Ainsi, les entreprises peuvent moduler les montants des

factures destinées à leurs filiales, les gonfler là où l'imposition est faible et inversement. La fiscalité luxembourgeoise est également favorable pour les redevances des brevets et autres biens dits immatériels, pour lesquels elle devient quasi virtuelle.

Le Luxembourg trouve son avantage dans cette affaire puisqu'il empêche le montant de ces impôts, réduits sans doute, mais concernant des activités qui n'ont pas lieu sur son sol. Cependant, l'argent ainsi conservé par les entreprises vient grandir le montant des dividendes servis aux actionnaires et manque dans leur pays

d'origine pour construire ou entretenir ponts, routes, transports, hôpitaux, écoles, etc., au détriment des populations.

Ces révélations éclatent au moment où Juncker prend la tête de la Commission européenne et prétend s'en prendre à la fraude fiscale... Cela en dit long sur ce qu'on peut attendre de l'Union européenne en la matière. La concurrence, à qui attirera les capitaux à coups d'incitations fiscales, est dans les gènes de tous ses gouvernements et une règle parmi les mieux appliquées, même si elle n'est pas écrite.

**Jacques Fontenoy**

## Belgique – manifestation contre l'austérité : un pas qui en appelle d'autres

**Jeudi 6 novembre, il y eut près de 120 000 manifestants à Bruxelles pour protester contre les mesures du nouveau gouvernement fédéral, présidé par Charles Michel et composé des deux partis libéraux (flamand et francophone), des sociaux-chrétiens flamands et de la N-VA (nationalistes flamands).**

En annonçant, dès le premier soir de son existence, le relèvement progressif de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans pour 2030 et un « saut d'index » des salaires en 2015, le nouveau Premier ministre a directement donné le ton : il attaquera les classes populaires sans aucun état d'âme.

En réponse, les trois centrales syndicales ont annoncé la manifestation de Bruxelles, suivie d'une série de grèves par provinces, avec en perspective une grève générale le 15 décembre. Sous le gouvernement de coalition précédent – mené par le socialiste Di Rupo – des mesures aussi dures avaient pourtant été imposées sans que les syndicats réagissent. Mais les deux principales centrales syndicales ont aujourd'hui les mains un peu plus libres. L'ACV/CSC est liée au parti social-chrétien flamand (CD&V) et au parti humaniste francophone (CDH) qui n'est plus au gouvernement fédéral, tout comme les partis socialistes auxquels est liée la FGVB/ABVV. Ces partis, qui brûlent d'envie de retourner à la mangeoire fédérale, tentent de se refaire une virginité alors même qu'en Région wallonne, le PS et le CDH mènent une politique d'austérité tout aussi dure.

Les dirigeants des syndicats dénoncent les mesures d'austérité mais aussi l'absence de « dialogue social ». Ils doivent également se sentir menacés par des déclarations des libéraux de la coalition fédérale qui envisagent de leur retirer la gestion d'une partie de la sécurité sociale, alors que cette gestion et le paiement des indemnités de chômage constituent une des bases de leur influence dans la classe ouvrière et leur assure de nombreux postes. Les mutuelles – une des plus importantes est également liée aux partis socialistes – peuvent également craindre de voir le secteur être libéralisé.

Ces appareils syndicaux et politiques ont donc conjugué leurs efforts pour faire venir les travailleurs à la manifestation. Dans les communes dirigées par le PS francophone ils ont eu un jour de congé. Les salariés de la mutuelle socialiste ont de même été massivement encouragés à manifester. Et comme traditionnellement, les syndiqués devant prendre le train pour rejoindre Bruxelles ont reçu un dédommagement pour le voyage et se payer un sandwich.

Mais quelles que soient les motivations de ceux qui appelaient à cette manifestation, elle correspond au sentiment profond d'un très grand nombre de



Manifestation du 6 novembre à Bruxelles.

travailleurs, qu'il ne faut pas laisser passer ces attaques contre leur niveau de vie. Les appels à la mobilisation – et le succès du 6 novembre – ont un peu modifié l'état d'esprit des travailleurs. C'est la première fois depuis 2008 que les travailleurs, tous les secteurs confondus, se retrouvaient ensemble. Les manifestants, francophones notamment, ont remarqué d'abord avec soulagement, puis avec enthousiasme, que les travailleurs flamands étaient aussi nombreux qu'eux. Beaucoup

craignent que la division entre communautés linguistiques s'accroisse, attisée par le PS francophone, la FGVB wallonne et bien sûr la N-VA.

Il suffirait sans doute que le gouvernement fédéral rassure les dirigeants syndicaux sur le maintien de leurs intérêts d'appareils pour qu'ils présentent tout recul mineur comme justifiant l'arrêt des mobilisations. Mais il n'est pas impossible que le gouvernement fédéral veuille aller à l'épreuve de force. Dans ce cas, jusqu'où iront

les directions syndicales et quel sera le degré de mobilisation des travailleurs ? Les grèves dures de l'hiver 1960-1961 sont encore dans pas mal d'esprits.

Les mouvements comme celui du 6 novembre peuvent aider au renforcement de la combativité des travailleurs et être un gage pour l'avenir. Mais il faut que la mobilisation se fasse autour d'un programme qui défende réellement leurs intérêts, sans dépendre des aléas des choix des directions syndicales.

**Correspondant LO**

## 9 novembre en Catalogne: « espagnolistes » et « catalanistes » mentent pour occulter la réalité sociale

**Le référendum du 9 novembre sur le futur statut de la Catalogne ayant été déclaré illégal par le gouvernement central de Rajoy, il s'est transformé en une consultation, non autorisée elle aussi, et en une journée de mobilisation symbolique. L'ampleur de la participation à ce vote « d'opinion » donne la mesure du mécontentement croissant dans les classes populaires de Catalogne, mais aussi de toute l'Espagne. Nous publions ci-dessous des extraits de l'éditorial du mensuel de nos camarades espagnols de Voz Obrera (UCI).**

Sur les quelque 6 millions de personnes en âge de voter en Catalogne, plus de 2,25 millions ont participé à la consultation symbolique du 9 novembre, parmi lesquelles 1,6 million se sont prononcées pour l'indépendance. Pour Arthur Mas du CIU (représentant de la droite conservatrice au pouvoir en Catalogne), pour Oriol Junqueras de l'ERC (représentant de la gauche catalaniste), pour d'autres comme Carme Forcadell et l'ANC (une large association populaire), la journée a été un succès. Pour eux, la grande mobilisation du 9 novembre conduira inévitablement à recourir à un

référendum d'autodétermination, avec à court terme l'organisation d'élections anticipées dans les « autonomies » régionales, mais ce n'est pas certain.

Cette réponse massive de la population répond à des intérêts différents et complexes, mais il est sûr qu'il y a unanimité dans le rejet de la position réactionnaire du gouvernement de Rajoy qui prétend empêcher que les Catalans puissent s'exprimer dans une consultation pour décider quel type de relations ils veulent avoir avec le reste de l'État. La politique du gouvernement du Parti populaire, les coupes budgétaires et la crise influencent

aussi cette mobilisation. Les arguments du gouvernement, et y compris ceux des socialistes, pour empêcher la consultation, ne reposent que sur la force de la loi, de la Constitution, de la légalité. Une légalité minée de toutes parts. Une légalité très souple quand elle s'applique aux riches et aux puissants, mais stricte et sévère vis-à-vis des travailleurs et des plus faibles.

Au cœur de cette situation il y a la crise, et le soi-disant « droit de choisir » est destiné à répondre aux intérêts politiques de Mas et ses alliés. Il se transforme en un piège destiné à freiner et détourner la réaction populaire contre les économies budgétaires, les licenciements, le chômage, etc., et à permettre à ces politiciens de se maintenir au gouvernement. Car ceux qui s'en font les défenseurs, aussi bien Mas l'homme de droite qu'Oriol Junqueras l'homme de gauche, préfèrent que la population se préoccupe du référendum plutôt que de la politique d'austérité, afin

d'éviter qu'elle se mobilise pour un changement réel et social. Le droit de décider? Oui, mais, pourquoi ne pas décider du problème des coupes budgétaires, du chômage? (...)

Pendant des années, depuis l'apparition de la crise économique, le nationalisme catalan, dans ses différentes variantes, a essayé de tirer un profit politique de la situation, en développant l'idée que l'indépendance ou un État catalan leur donnerait les moyens d'empêcher les licenciements, les expulsions de logements, les fermetures d'usines, le chômage, etc.

Les références à la fiscalité sont un point sensible. « Nous donnons plus d'argent que nous n'en recevons » ; « Nous aurions une énergie moins chère parce que nous produisons de l'électricité à bas coût, que l'État espagnol nous oblige à payer à des prix abusifs » ; « Les investissements dans les infrastructures nécessaires n'ont pas été faits. » Tout serait donc la faute de Madrid ou des

autres régions. Avec d'un côté un tel discours, et de l'autre les attaques de Rajoy, la population la plus catalaniste a mobilisé autour d'elle des couches de plus en plus larges, créant un courant d'opinion chaque fois plus favorable à l'indépendance.

Le piège est mis en place. La partie se joue entre nationalistes. Rajoy ou Mas ne cherchent qu'à retarder la prise de conscience de l'inévitable au sein de la population. Ils voudraient empêcher que le monde du travail, en Catalogne comme dans le reste de l'État espagnol, en arrive à la conclusion consciente que ce n'est qu'en éliminant le capitalisme et en expropriant la bourgeoisie que nous pourrions construire une société juste et égalitaire.

Ceux qui se rallient à Mas tout en se disant indépendantistes et socialistes, comme tous ceux qui ne font pas une critique radicale du nationalisme et de ses pièges, ne font que se mettre à la remorque de la bourgeoisie.

**Voz Obrera**

## Grande-Bretagne : 11 novembre nationaliste

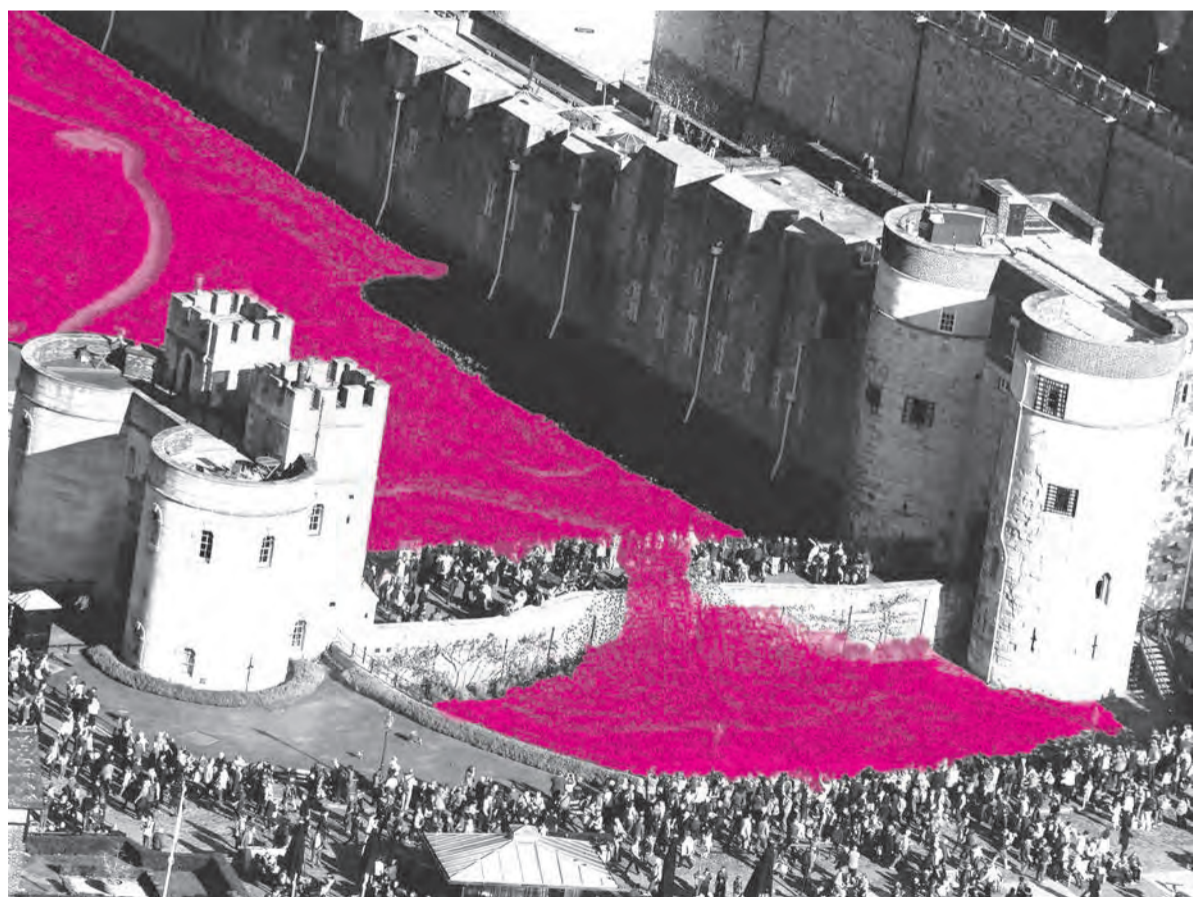
**Chaque année, en octobre-novembre, c'est la saison des poppies en Grande-Bretagne, ces coquelicots rouges stylisés en papier qui sont vendus dans les rues et arborés aux boutonnières, à la mémoire des morts de toutes les guerres, des morts britanniques, s'entend !**

À l'origine, c'était une initiative de la Royal British Legion, organisme caritatif créé en 1921 pour aider les invalides de guerre abandonnés à leur sort par l'État. Cet organisme se finançait par des dons privés et par la vente de ces poppies fabriqués par des anciens combattants invalides. Depuis, la British Legion est devenue une institution quasi étatique, qui sert aussi de sergent recruteur à l'armée, tout en distillant la propagande nationaliste du pouvoir en place. Le gouvernement Cameron a donc choisi de s'en servir pour marquer cette première année du centenaire de la guerre de 1914-1918, par une célébration grandiose du rôle de la Grande-Bretagne dans cette guerre.

Le fossé de la Tour de Londres, au centre de la capitale, a été recouvert d'un tapis de 888 246 poppies en

céramique. Chacun de ces poppies est censée représenter un mort britannique de la Première Guerre mondiale et aura été « sponsorisé » par un donateur versant au moins 25 livres, soit 32 euros, via un site Internet. Le tout porte un nom évocateur : « *Le sang a rougi la terre et les mers.* » Mais il n'est pas question pour autant d'évoquer la mémoire des 16 millions d'« autres » (non-britanniques) qui trouvèrent la mort dans cette guerre. Et encore moins celle des innombrables victimes de la Grande-Bretagne impériale au cours de ses nombreuses guerres passées.

Ce déballage spectaculaire n'a d'autre objectif que de célébrer l'« unité nationale » qui aurait marqué cette guerre mondiale, que le chœur des partis politiques continue à qualifier de « juste ». Nul ne rappelle



Les poppies à la tour de Londres.

la conscription, que le gouvernement dut imposer en 1916, précisément parce que l'« unité nationale » manquait à l'appel, ni les vagues de grèves qui se multipliaient ensuite dans la métallurgie. Nul ne mentionne cette génération de militants ouvriers qui défendirent l'internationalisme prolétarien face à la trahison des leaders travaillistes et syndicaux, cooptés au sein

du cabinet de guerre, tout comme leurs homologues européens.

Ce silence sur les choses qui dérangent n'a rien pour surprendre. Les politiciens de toutes allégeances qui prennent soin de se montrer à la télévision devant le champ de poppies de la Tour de Londres sont les mêmes qui se livrent à une surenchère anti-européenne et xénophobe, en préparation

des élections parlementaires de mai prochain. Ce sont les mêmes qui ont voté récemment l'intervention britannique au Moyen-Orient, après avoir soutenu dans le passé les occupations de l'Afghanistan et de l'Irak. Le sort des hommes, fussent-ils soldats britanniques, ils s'en moquent, tout autant d'ailleurs que du sort des populations.

**François Rouleau**



# Palestine : la colère contre l'occupation

**La politique volontaire et continue d'agression du pouvoir israélien à l'encontre des Palestiniens est en train de déboucher sur une nouvelle Intifada, une mobilisation de la jeunesse arabe des territoires occupés.**

Après l'écrasement de Gaza l'été dernier sous un déluge de bombes et de tirs « ciblés » ayant tué plus de 2 000 personnes et laissé les habitants, sous le choc, au milieu des décombres et privés de tout ou presque, les provocations gouvernementales se succèdent. La fausse neutralité du Premier ministre Netanyahu à l'égard de l'extrême droite religieuse qui parade sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem en est une, et elle a mis le feu aux poudres, suscitant des attentats-suicides visant des Juifs israéliens. Avec l'aval explicite du ministre de la Sécurité, et quasiment un permis de tuer – « un terroriste qui attaque des civils mérite d'être tué » –, les forces de police ont été déployées dans plusieurs villes cisjordanien.

La colère a flambé le 8 novembre, cette fois sur le territoire israélien, dans la ville arabe de Kafr Cana proche de Haïfa, après la mort d'un jeune abattu de sang-froid par des policiers. Plusieurs milliers de personnes ont assisté à ses obsèques, dans une ville aux devantures fermées en solidarité. Même a posteriori, Netanyahu n'a émis aucune critique. Au contraire, il a menacé d'agir « contre les lanceurs de pierres, contre ceux bloquant les artères routières et ceux appelant à l'établissement d'un État palestinien à la place de l'État d'Israël. Je vais demander au ministre de l'Intérieur d'envisager la destitution de la nationalité

*pour ceux appelant à la destruction de l'État d'Israël. »*

Alors que la mobilisation nocturne des jeunes des quartiers arabes de Jérusalem se renforce, Netanyahu a réitéré les déclarations provocantes envers « tous ceux qui manifestent contre Israël et en faveur d'un État palestinien : je vous invite à y déménager. Nous ne vous causerons aucune difficulté. » La surenchère du politicien de droite qu'il est, vis-à-vis de l'extrême droite avec laquelle il gouverne, est transparente, à quelques semaines des primaires au sein de son parti, le Likoud. Mais le durcissement ostensible de son attitude comporte des risques, et pas seulement celui de voir démissionner son collègue centriste Amir Peretz. Un quotidien de droite a publié un sondage montrant que 81 % des lecteurs interrogés désapprouvaient l'action de son gouvernement.

C'est pourtant cette action et, sur le fond, l'agression majeure que représente



Kafr Cana, le 9 novembre 2014.

la colonisation croissante, continue, agressive, des zones où vit la population arabe, qui nourrissent la colère explosive de la jeunesse palestinienne. Sur un ensemble de moins de 12 millions d'habitants, les

Arabes israéliens et palestiniens sont 5,5 millions : ils ne peuvent accepter de voir leurs droits élémentaires ainsi bafoués depuis des décennies, sous le regard complice et au mieux indifférent des grandes puissances, qui

appuient le pouvoir israélien. Quant à la population juive, elle y a aussi évidemment intérêt, comme le manifeste une partie de l'opinion, fatiguée de l'état de guerre permanent.

**Viviane Lafont**

## Israël : permis de tuer

**En mai 2010, une flottille humanitaire de huit navires transportait 10 000 tonnes de vivres, de médicaments, de vêtements, de maisons préfabriquées, d'aires de jeux, etc., destinés à la population de Gaza, sous blocus israélien depuis 2007.**

La marine israélienne avait arraisonné les navires, affrétés par une ONG turque, tuant dans l'assaut neuf passagers du *Mavi Marmara*, un dixième décédant par la suite de ses blessures.

Saisie pour suspicion de crime de guerre, la Cour pénale internationale, une émanation des Nations unies qui se donne pour rôle de juger les citoyens, et non les États auxquels ils

appartiennent, a conclu à un non-lieu. Les faits, selon la présidente de la CPI, ne seraient « pas suffisamment graves pour que la Cour y donne suite ». Il y a bien « crime de guerre », mais pas à une échelle suffisamment grande. Auparavant, un rapport de l'ONU avait jugé « excessive et déraisonnable » l'intervention militaire israélienne, tout en considérant comme légal le

blocus imposé à Gaza. C'était de bonne guerre, en quelque sorte. La CPI n'avait qu'à suivre ce jugement en forme de soutien à la politique du gouvernement Sharon.

La lamentable décision de la CPI a au moins satisfait le pouvoir israélien, qui s'est permis de « regretter que le tribunal ait gaspillé des ressources précieuses pour une plainte sans fondement ».

**V.L.**

## Irak : Obama envoie de nouvelles troupes

**Le président américain Barack Obama a autorisé, vendredi 7 novembre, le déploiement de 1 500 conseillers militaires supplémentaires en Irak, ce qui représente en gros un doublement des forces américaines présentes dans le pays.**

La Maison-Blanche a insisté sur le fait que ces hommes étaient envoyés « dans un rôle non combattant, pour entraîner, conseiller et assister les forces de sécurité irakiennes, y compris les forces kurdes ». Mais en juin, alors que le gouvernement américain avait déjà décidé l'envoi de 300 conseillers militaires supplémentaires, le chef d'état-major des armées, le général Martin Dempsey, auditionné par

une commission du Sénat, avait déclaré : « Si nous en arrivons au point où j'estime que nos conseillers doivent accompagner les troupes irakiennes dans leur offensive contre des cibles de l'État islamique, c'est ce que je recommanderais au président. »

Des contingents militaires sont donc de nouveau envoyés faire la guerre en Irak, trois ans à peine après que l'armée américaine a mis fin officiellement à

sa présence dans ce pays. C'est l'instabilité créée par leur propre intervention qui amène aujourd'hui les représentants de l'impérialisme américain à se lancer à nouveau dans une escalade militaire.

Après avoir envahi l'Irak en 2003 et renversé Saddam Hussein, en promettant d'établir un régime démocratique, l'administration Bush s'était appuyée pour constituer le nouveau pouvoir sur des groupes tous plus réactionnaires les uns que les autres et sur des clans aux bases confessionnelles. En fait de « démocratie », à la dictature de Saddam Hussein a succédé

celle des chefs de milices, religieuses pour la plupart. Pendant neuf ans, la population irakienne a dû en plus subir les bombardements et le ratisage des villes par l'armée américaine, qui s'est conduite, à l'égard des civils, avec le mépris et la violence d'une force d'occupation.

En décembre 2011, les troupes américaines ont fini par quitter un pays ravagé et ramené des années en arrière, sur le plan matériel et social. Malgré le soutien militaire américain, le régime irakien, miné par la corruption et les oppositions entre groupes rivaux, s'est révélé incapable de résister à l'offensive des milices du

groupe l'État islamique (EI). Ni les combattants kurdes, que les dirigeants américains souhaitent intégrer à leur dispositif militaire, ni les frappes aériennes menées depuis plusieurs semaines ne semblent suffire à arrêter la progression des djihadistes de l'EI.

En défenseur des intérêts de l'impérialisme, Obama, élu en 2008 en promettant de faire la paix en Irak, engage les soldats américains dans une nouvelle guerre « contre le terrorisme ». C'est une guerre sans fin, sans cesse recommencée, qui ne fait qu'aggraver le chaos et les souffrances des populations.

**Marc Rémy**

# États-Unis, élections du 4 novembre : les travailleurs n'ont rien perdu

Après les élections du 4 novembre, dites de mi-mandat, qui se sont traduites par une déroute pour le Parti démocrate du président Obama, nous publions un article de nos camarades qui éditent le bimensuel trotskyste américain *The Spark*.

Ces élections ont surtout été marquées par l'abstention, avec seulement 36,4 % de participation. C'est le taux d'abstention le plus élevé depuis 1942. Parmi les travailleurs, qu'ils soient blancs, noirs ou hispaniques, l'abstention a été encore plus élevée. Les démocrates en ont payé le prix fort.

Dans le comté qui comprend Chicago, dans l'Illinois, la machine du Parti démocrate a mobilisé les électeurs pour aller voter, mais le gouverneur démocrate a perdu 80 000 voix

par rapport à 2010, et le républicain Bruce Rauner l'a emporté. À Detroit, dans le Michigan, ville placée en faillite depuis un an et où les travailleurs sont attaqués par les deux partis, seuls 31 % des adultes ont voté, malgré une mobilisation de dernière minute dans une tentative avortée de battre le gouverneur républicain. Dans le Maryland, traditionnellement démocrate, la faiblesse de la participation des travailleurs et des Noirs de Baltimore s'est traduite par la victoire du candidat

républicain au poste de gouverneur.

Cela signifie-t-il, comme les syndicats l'ont vite dit, que les travailleurs doivent redouter une nouvelle série d'attaques de la part des républicains ?

C'est certain. Et les républicains, qui contrôlent maintenant l'intégralité du Congrès (Sénat et Chambre des représentants) et une majorité des États, vont mener la charge. Mais si tant d'électeurs démocrates se sont abstenus, c'est qu'ils en avaient assez de ce que les démocrates faisaient quand ils étaient majoritaires.

Dans l'Illinois, où les démocrates contrôlaient les deux assemblées de l'État, ainsi que le poste de

gouverneur, ils ont passé les trois derniers mois à s'en prendre aux retraites des travailleurs du secteur public. Ils ont versé des centaines de millions de dollars en subventions aux plus grandes entreprises, tout en maintenant des impôts élevés pour les travailleurs, et en augmentant les amendes et les contributions diverses. Ils ont parlé d'élever le salaire minimum (actuellement de 8,25 dollars de l'heure) mais ne l'ont pas fait, alors qu'ils contrôlaient totalement les institutions de l'État.

Le fait est que les deux partis, quand ils sont aux affaires, mènent la charge contre la classe ouvrière. Les travailleurs n'ont donc rien perdu dans ces

élections. En ne votant pas, ils ont refusé de donner leur blanc-seing à l'un ou l'autre de leurs ennemis, les démocrates ou les républicains. Les travailleurs qui ont consciemment refusé de voter ont montré qu'aucun parti ne représente leurs intérêts de classe.

Les choses changeront pour les travailleurs quand ils se détourneront massivement de ces deux partis, quand la classe ouvrière commencera à jouer son rôle dans la société – et cela signifie construire son propre parti. Mais cela signifie aussi se battre en tant que classe, pour que les besoins de la population laborieuse soient satisfaits.

(d'après *The Spark*, 10 novembre 2014).

## Michigan : les résultats des candidats d'extrême gauche

Dans le Michigan, un État industriel du Midwest, cinq candidats se présentaient ensemble « pour un combat ouvrier sur une politique ouvrière », avec le soutien du groupe trotskyste *The Spark*. Leurs résultats ont été meilleurs que ne le sont d'ordinaire ceux des candidats « indépendants », c'est-à-dire présentés en dehors des deux grands partis, les démocrates et les républicains.

Deux de ces candidats se présentaient à la Chambre des représentants, au Congrès fédéral. Dans le 12<sup>e</sup> district du Michigan, à l'ouest de Detroit, Gary Walkowicz a obtenu 5 039 voix, soit 2,44 % des suffrages. Cet ouvrier de Ford s'était fait un peu connaître il y a quelques années en se présentant à la présidence du syndicat de l'UAW, le syndicat de l'automobile, contre la direction en place qui se considère comme « partenaire » des patrons

et exhorte les travailleurs à accepter des sacrifices. Dans le 13<sup>e</sup> district, essentiellement composé de la ville de Detroit, Sam Johnson a obtenu 3 466 voix, soit 2,07 %. Ancien ouvrier de Chrysler, aujourd'hui retraité, il est l'auteur de Mémoires intitulées *A Fighter all my Life*.

Les trois autres candidats se présentaient à des conseils scolaires, qui administrent les écoles au niveau des districts. À Dearborn, siège historique



de l'entreprise Ford, Mary Ann Hering, enseignante, a eu 5 153 voix : plus de 20 % des 25 127 votants ont voté pour elle ; elle arrive quatrième et n'est pas élue. Dans la même ville Kenneth Jannot, enseignant, a obtenu 2 431 voix, près de 10 % des votants, et n'est

pas élu. Enfin, dans l'élection au conseil du Community College (un centre universitaire de premier cycle) du comté de Wayne, D. A. Roehrig est élu avec 15 661 voix, soit 95 %. Employé municipal, il était seul candidat.

Le journal *The Spark* du 10 novembre souligne :

« 2 % peuvent sembler peu. Mais, en regard des difficultés que rencontre une campagne comme celle-ci pour se faire entendre, même 2 % dans une grande circonscription électorale [d'environ un demi-million d'électeurs], c'est beaucoup. Et les trois candidats aux conseils scolaires ont fait encore mieux.

En raison de la législation électorale, il est difficile pour les candidats indépendants de se présenter. Les deux partis dépensent des millions de dollars pour chaque scrutin. Et les grands médias ne rendent

pas compte des candidats indépendants. Malgré cela, le point de vue des travailleurs s'est fait entendre cette année dans le Michigan. Des bénévoles se sont adressés aux gens dans la rue, sur les marchés, aux portes des usines, aux arrêts de bus, en porte-à-porte, dans des réunions, pour répandre le message de cette campagne. Des milliers de travailleurs ont répondu, non seulement en votant, mais aussi en parlant de cette campagne autour d'eux. (...)

Pour que les travailleurs se défendent, il leur faudra se battre. (...) Mais les milliers de gens qui ont répondu à cette campagne peuvent être le noyau du combat à mener. (...)

Les cinq candidats disent qu'ils seront présents demain, comme ils l'étaient pendant la campagne, à militer pour un combat ouvrier mené sur une politique de classe. »

### Au sommaire de *Lutte de classe* numéro 163 - novembre 2014

- France : le gouvernement socialiste dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient
- Gaza : après l'agression militaire israélienne
- Ukraine : un pays que ses dirigeants, le Kremlin et les puissances impérialistes précipitent dans une catastrophe sans fond
- États-Unis : après les mobilisations de Ferguson, où en sont les Noirs américains ?
- Grande-Bretagne : référendum en Écosse : entre nationalismes réactionnaires
- Belgique : les succès du PTB, pour quelle politique ?



Prix : 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

# 9 novembre 1989 : la chute du Mur de Berlin

Le 9 novembre 1989 au soir, le gouvernement de la RDA, la République démocratique allemande, annonçait dans la précipitation qu'il autorisait les Allemands de l'Est à voyager librement à l'étranger.

La mesure prenant effet immédiatement, des milliers, puis des centaines de milliers de Berlinoises de l'Est, d'abord incrédules, affluèrent aux points de passage le long du mur qui les séparait de Berlin-Ouest, pour voir ce qu'il en était réellement. Au bout de plusieurs heures de tension, les gardes-frontière débordés laissèrent passer tout le monde. Le Mur de Berlin, ce mur hideux emprisonnant tout un peuple, tombait ainsi peu après que le chef d'État de RDA, Erich Honecker, eut déclaré solennellement qu'il tiendrait encore cent ans.

Les premiers signes du changement étaient venus de l'extérieur, les dirigeants de l'URSS ayant décidé de desserrer l'étau et d'abandonner les pays de l'Est à leur sort. En mai 1989, la Hongrie avait annoncé l'ouverture de sa frontière avec l'Autriche. Des milliers d'Allemands de l'Est s'étaient mis à fuir vers l'Allemagne de l'Ouest en passant par la Hongrie. Le flot était devenu de plus en plus dense au cours de l'été, au point que bientôt plus rien ne fonctionnait correctement dans les hôpitaux, les usines, les transports de la RDA. Lâché par l'URSS, le gouvernement est-allemand était impuissant à enrayer ce mouvement.

## La vague des manifestations

La rage au cœur face à cette vague de départs, la

population se mit à manifester. En réponse au slogan « *Nous voulons sortir* » des uns, des manifestants réagirent par « *Nous restons !* », affirmant leur volonté d'essayer de changer les choses là où ils étaient. Malgré la répression, la présence de la police politique (la Stasi) et la peur, après quarante ans à subir la dictature, le mouvement, loin de céder, devint de plus en plus massif au cours de l'automne. Les manifestations allaient se succéder sans interruption dans les grandes villes, au point que, dans ces semaines-là, plus de la moitié de la population de RDA manifesta. Le limogeage d'Honecker n'allait pas enrayer le mouvement. Le 4 novembre, il y eut jusqu'à un million de manifestants à Berlin, dans un mouvement profond et joyeux, avec des airs de mai 1968. La population de la RDA rejetait le régime, cette dictature stalinienne qui donnait une image hideuse du socialisme.

Les événements s'emballaient, et les mesures du gouvernement paniqué arrivaient chaque fois trop tard. Les manifestants revendiquaient la démission du gouvernement est-allemand : à peine revendiqué, celui-ci démissionnait en bloc. Le lendemain, le 8 novembre, c'était le tour du parti communiste est-allemand, le SED : son bureau politique se dissout et désigna une nouvelle direction, qui se dit réformatrice.



Le 4 novembre 1989, un million de manifestants dans les rues de Berlin-Est

Mais les manifestations continuèrent. En écho aux slogans des manifestants, les nouveaux ministres, les nouveaux membres de la direction du PC parlèrent d'élections libres, de la possibilité de candidatures multiples. Quand ils annoncèrent que la population aurait désormais le droit de voyager librement, le Mur s'écroula, mais c'était l'ensemble du régime qu'il entraînait dans sa chute.

Pour la population est-allemande, dans cette nuit du 9 novembre et dans les jours suivants, ce fut un déferlement d'euphorie et d'espoir. Il y avait la joie de voir s'écrouler un régime dictatorial détesté qui paraissait inamovible, et bien sûr celle de retrouver des amis, des parents qu'on pouvait craindre de ne jamais revoir, parce que par hasard ils se trouvaient de l'autre côté. Il y avait la joie de retrouver une forme de liberté, avec le droit d'aller voir de l'autre côté du Mur, et l'espoir d'avoir accès à ce

qui était vu comme l'eldorado capitaliste. À ces sentiments se mêlaient aussi de l'enthousiasme, la fierté d'avoir contribué, par l'action collective, à ces bouleversements. Car si la raison profonde de la chute du Mur fut le changement d'attitude de l'URSS, et non la pression populaire, la mobilisation fut un puissant accélérateur qui renforça le moral de tous.

## Le démantèlement de l'économie est-allemande

Du côté des classes possédantes de l'Ouest, les raisons de se frotter les mains étaient ailleurs. Il y avait le coup porté au bloc de l'Est, le renforcement des positions anticommunistes, et déjà la perspective de dépecer facilement l'économie est-allemande. Elles s'y empressèrent et, dans la période suivante, elles mirent d'abord la main sur les grands complexes industriels de l'ex-RDA, pour les démanteler. Il y eut aussi plusieurs milliers de mises en liquidation d'usines et la privatisation de 14 000 entreprises. En dix ans, l'ex-RDA perdit les deux tiers de ses emplois. La protection sociale en matière d'emploi, de logement, d'études, de santé fut laminée au nom de la concurrence. Et les droits démocratiques conquis allaient se révéler bien peu de chose face à la dictature des trusts.

Le mouvement de fuite vers l'Ouest continua, et même s'amplifia après la chute du Mur : entre 1990 et 2010, un Land de l'Est comme la Thuringe perdit encore 15 % de sa

population. Les propagandistes du capitalisme n'ont eu de cesse de dénoncer les régimes d'Europe de l'Est qui, pour retenir leur population, érigeaient des murs et des barbelés, mais ils n'aiment guère aujourd'hui rappeler que la population continue à fuir. La liberté de circuler s'est souvent réduite à la nécessité de déménager, simplement pour trouver du travail.

Quoi d'étonnant alors que, vingt-cinq ans plus tard, des personnes originaires de l'Est continuent de souligner certains aspects positifs qu'avait la vie en RDA ? Ils évoquent le chômage et la peur du chômage qui les habite aujourd'hui, sentiment inconnu à l'époque. Selon des sondages récents, seuls 50 % environ des Allemands de l'Est considèrent qu'ils ont gagné à la réunification, et ils citent comme raison le droit de voyager et d'exprimer leur opinion. Mais beaucoup d'autres trouvent qu'ils y ont perdu, et se sentent traités dans l'Allemagne réunifiée comme des citoyens de seconde zone. En moyenne, les Allemands de l'Est gagnent un tiers de moins que ceux de l'Ouest, le chômage est presque deux fois plus élevé.

Au-delà des chiffres, bien des travailleurs se rappellent aussi les relations de solidarité qui les liaient, dans une société où le marché n'avait pas tous les droits. Vingt-cinq ans après, en Allemagne comme dans le reste du monde, il reste bien des murs à faire tomber.

Alice Morgen



La chute du Mur

## Sanofi - Quetigny : la pilule ne passe pas

Depuis le 4 novembre, 150 des 350 salariés de l'usine Sanofi, à Quetigny près de Dijon, sont en grève afin de s'opposer au plan de rachat du site par le groupe Delpharm, une société spécialisée dans la sous-traitance pharmaceutique. Les travailleurs savent que ce rachat se fera au détriment de leurs intérêts, de leur salaire, de leurs conditions de travail et leurs emplois.

Le mouvement a été lancé à l'initiative d'une cinquantaine de salariés, très vite rejoints par les syndicats et cent de leurs camarades. En effet, les travailleurs de Sanofi Quetigny, attachés au fait que ce mouvement soit « le leur », sont excédés. Il y a de quoi, car cela fait deux ans que Sanofi leur promet le maintien des emplois et des salaires en échange « d'efforts » : augmentation des cadences, gel des salaires, c'est-à-dire réduction du pouvoir d'achat. Pourtant, par le biais du *Canard Enchaîné*, les travailleurs ont appris le 9 juillet qu'une note

interne à Sanofi prévoyait la cession de quatre sites du groupe, dont celui de Quetigny, projet présenté début mai 2014 au Comité d'investissement du groupe.

Après avoir longtemps nié le fait, la direction a convoqué l'ensemble des salariés pour leur annoncer officiellement la nouvelle, expliquant que « cela n'aurait pas d'impact en terme d'emploi ». Lorsque les salariés sont allés demander des comptes à Delpharm, celle-ci a répondu qu'elle ne s'était engagée « sur rien, devant personne ». Cette absence



Lors d'un débrayage dans une usine Sanofi

d'engagement a mis le feu aux poudres, car cela laisse la quasi-certitude que ce sont des licenciements qui attendent les travailleurs.

C'est donc avec le mot d'ordre de « maintien des salaires, des primes et

mutuelles, ainsi que de l'emploi » que ces travailleurs sont entrés en lutte. Cette phrase résume bien leur état d'esprit : « On n'arrêtera pas la grève tant que l'accord avec nos revendications ne sera pas signé », ou encore « De

toute façon, on n'a plus rien à perdre ». Pourtant, la seconde place boursière du CAC 40 aurait amplement les moyens de garantir les emplois et les salaires de tous !

Correspondant LO

## STMicroelectronics : société vampire

STMicroelectronics, une société fabricant des semi-conducteurs, emploie 45 000 salariés dans le monde, dont 11 000 en France. Cette multinationale cotée en bourse depuis 1994 verse des dividendes qui ont triplé entre 2004 et 2012, atteignant 350 à 400 millions de dollars ces dernières années.

La direction vient d'annoncer, dans le cadre d'un plan d'économies de 100 millions de dollars, la suppression de 450 emplois dans le monde. En France, cela devrait se traduire par 150 départs dits volontaires. Au vu du marché de l'emploi et des primes de départ peu alléchantes, cela risque de devenir pour certains un départ imposé. Les sites de recherche et développement (R&D) concernés sont ceux de Paris, Le Mans, Sophia Antipolis à Nice, Crolles et Grenoble dans l'Isère, dans le secteur d'activité (les « solutions de traitement embarquées ») où travaillent 2 800 salariés.

Depuis 2010, les dépenses consacrées à la R&D baissent régulièrement alors que dans ce domaine les besoins sont de plus en plus importants. L'entreprise a été petit à petit « saucissonnée » en entités séparées, de plus en plus étanches entre elles, en tirant par tous les moyens le maximum de profits de chacun de ces secteurs. Les responsables s'en débarrassent quand ils les estiment insuffisamment rentables.

Par exemple, à la mi-2013, ils se sont débarrassés de la filiale STEricsson (secteur téléphone mobile). Les 8 000 salariés qui y travaillaient en ont fait les frais à travers des plans successifs, jusqu'à la fermeture. Quelques années avant, la division télévision avait subi le même sort.

Les salariés du secteur EPS craignent l'étiollement progressif de ce secteur comme cela l'a été pour STEricsson.

Pour les sites de R&D de Grenoble et pour l'usine de Crolles, dans sa banlieue, l'ensemble des subventions de 2002 à 2012 a coûté un milliard d'euros à l'État et aux collectivités locales. Le dernier programme de subventions concernant « Nano2017 » a pris le relais avec une somme de 1,1 milliard d'euros pour les mêmes

contributeurs aidés de l'Europe. Les actionnaires s'engraissent sur le dos des salariés et au détriment des services publics. ST bénéficie d'aides du même type dans d'autres villes de France et aussi des aides des États italien, maltais, chinois, singapourien, indien, etc. où elle est implantée.

La CGT a appelé à une manifestation à Grenoble le 6 novembre pour, entre autres, demander à l'État, actionnaire à hauteur de 13,6 %, d'intervenir pour

qu'il « impulse un changement radical de stratégie et du haut management ».

Comme si les travailleurs pouvaient faire confiance à l'État, dont la seule politique consiste à satisfaire les intérêts des actionnaires ! Ce qui est à l'ordre du jour est plutôt de préparer la nécessaire riposte pour imposer l'interdiction des licenciements et le contrôle des entreprises par les travailleurs eux-mêmes et la population.

Correspondant LO

## Lapeyre-Saint-Gobain : les salariés ont de quoi être inquiets

Deux magasins Lapeyre vont fermer, l'un à Saint-Malo, qui compte six salariés, l'autre à Verdun, qui en compte deux. Cela porte à douze le nombre de magasins fermés en quatre ans, auxquels il faut ajouter les quatre magasins fermés en Belgique en 2013. Non seulement Lapeyre ferme des magasins mais depuis un an le groupe se débarrasse de certains en les cédant à des sociétés indépendantes.

Pendant des années, le groupe Lapeyre a racheté une majorité de magasins pour confier leur exploitation à sa filiale Distrilap, expliquant aux salariés concernés qu'ils

seraient largement gagnants économiquement et socialement avec un grand groupe, Lapeyre étant une filiale de Saint-Gobain. Aujourd'hui, il fait marche arrière en cédant des magasins à des sociétés indépendantes, expliquant encore aux salariés... qu'ils y seront largement gagnants économiquement et socialement ! Mais les travailleurs du magasin de Niort, par exemple, dont l'effectif a été baissé de moitié lors de sa cession à un mandataire en octobre 2010, en ont fait les frais.

En 2013, neuf magasins avec 130 salariés étaient concernés par

ce plan de restructuration. Après neuf mois d'exploitation, les résultats de ces magasins font apparaître une baisse du chiffre d'affaires et, plus inquiétant, une réduction significative des effectifs. Les conditions de travail et les droits des travailleurs n'ont jamais été autant mis à mal avec les pressions managériales, les licenciements abusifs, les ruptures conventionnelles...

En abandonnant de nouveau douze magasins qui comptent 195 salariés, Lapeyre persiste et signe et compte accélérer la cession de la plupart. Le groupe anticipe tout simplement

un ralentissement des affaires et en les revendant à des sociétés indépendantes, la plupart du temps dirigées par les anciens directeurs, il se prépare à déguiser un futur vaste plan de licenciements.

Pourtant, le groupe Saint-Gobain, dont l'actionnaire principal est le fonds d'investissement Wendel, a vu son chiffre d'affaires passer de plus de 37 milliards en 2009 à plus de 43 milliards en 2013. Mais ces gens-là n'en ont jamais assez et la crise est pour eux une opportunité de s'enrichir encore plus aux dépens des travailleurs.

Correspondant LO

# Médecine du travail : un pas de plus dans la démolition

**Une des mesures du « choc de simplification » annoncé par Hollande, et que le gouvernement est en train de mettre en œuvre, porte sur la Médecine du travail. En effet, celle-ci n'effectuerait plus la visite médicale d'embauche à la charge de l'employeur, le salarié étant renvoyé à son médecin traitant et au remboursement par la Sécurité sociale.**

C'est non seulement un cadeau supplémentaire au patronat, mais une étape de plus dans la démolition de la Médecine du travail. Certes, celle-ci a toujours eu ses limites : le scandale des victimes de l'amiante en est l'illustration, sans parler des complicités fréquentes dans la non-déclaration d'accidents du travail. Mais il reste que le peu de protection qu'apportait aux travailleurs l'existence de la Médecine du travail ainsi que d'une réglementation limitant l'exposition aux risques, a été méthodiquement démolie ces dernières années.

Une des premières mesures dans ce sens a été en 2004 le remplacement de la visite médicale obligatoire

annuelle par une visite tous les deux ans. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, ce délai de deux ans peut même être dépassé si un « entretien infirmier » a été effectué. Et tant pis pour la santé des travailleurs pour qui cette visite obligatoire était le seul suivi médical dont ils disposaient !

Cette mesure régressive est une parmi beaucoup d'autres contenues dans la réforme de la Médecine du travail induite par la loi du 20 juillet 2011. Cette réforme, officiellement combattue dans un premier temps par les confédérations CFDT et CGT, avait, fin 2011, reçu l'agrément de leurs représentants au sein du Conseil d'orientation des conditions de travail, un

des multiples organismes de « concertation » dont les travailleurs (et même les militants syndicaux de base) ignorent l'existence, mais où Medef et gouvernements font avaler tranquillement les reculs aux « partenaires sociaux ».

Dans cette réforme, la liste des reculs était longue : réduction des délais dans le cadre d'une procédure de licenciement pour inaptitude, mais instauration d'un délai de deux mois maximum pour la contester, alors qu'auparavant aucun délai de recours ne s'imposait au salarié ; possibilité de dispense de visite médicale d'embauche (déjà !) dans plusieurs cas, notamment pour les contrats temporaires ; financement des examens complémentaires par le Service de santé au travail (dans le cas d'un service externe à l'entreprise), et non plus par l'employeur ; suppression des « surveillances médicales renforcées » (ou bien leur espacement) dont

bénéficiaient les travailleurs exposés par exemple à la silice, aux huiles minérales, à certains rayonnements ionisants, au port de charges lourdes, mais aussi au travail sur écran, etc.

Ces mesures révoltantes, car concernant le suivi médical des travailleurs les plus exposés aux risques professionnels, avaient d'ailleurs motivé en juillet 2012 le recours en Conseil d'État de structures locales de la CGT (syndicat des usines NTN-SNR Roulements, UL d'Annecy, UD de Haute-Savoie) rejointes par la fédération CGT de la chimie. Le Conseil d'État en juin 2014 leur a partiellement donné gain de cause, en rétablissant dans la législation neuf arrêtés qui avaient été supprimés par la réforme, entre autres sur l'exposition au bruit, à la silice, au plomb, aux rayons. Cela étant, ce succès juridique partiel est tout aussi provisoire. Le gouvernement est juste contraint à reformuler « dans les règles » un nouveau texte.

C'est d'ailleurs ce qui s'était déjà produit avec un précédent recours en Conseil d'État gagné en juillet 2013 par des syndicats et associations de médecins du travail, mais qui finalement a été contourné par un nouveau décret exactement un an plus tard !

L'enjeu est en effet de taille pour le patronat. Pour les « surveillances médicales renforcées », le collectif Sauvons la Médecine du travail chiffrait à 4,75 millions le nombre de visites médicales annuelles économisées par le patronat et à 2,375 millions le nombre d'heures récupérées sur le temps auparavant dévolu aux visites.

Rien que ces chiffres montrent le profit immédiat que les seules attaques contre la Médecine du travail génèrent pour les patrons. C'est révoltant car, pour ce qui concerne les travailleurs, tout cela se paye avec leur santé, et dans leur chair.

**Correspondant LO**

## Travailleurs de nuit : le travail ce n'est pas la santé

Au moment où le patronat et le gouvernement remettent en cause le droit des salariés à des visites régulières chez le médecin du travail, une étude scientifique apporte de nouvelles connaissances sur la nocivité du travail de nuit.

On savait déjà que le travail posté, avec ses horaires changeants, et le travail de nuit accroissaient les risques d'ulcères, de maladies cardio-vasculaires ainsi que certains cancers. Or à présent des chercheurs ont montré qu'ils ont aussi des effets négatifs sur le cerveau et ses capacités cognitives, c'est-à-dire la mémoire, l'attention et la réactivité de l'individu soumis à une désynchronisation biologique.

Ainsi, des travailleurs cumulant au moins 50 jours de travail de nuit ou posté sur l'année voient s'accroître leur vieillissement cérébral.

Depuis des années, les grandes entreprises investissent peu, ferment des usines, mais accroissent la durée d'utilisation des équipements industriels

restants, en contraignant leurs salariés à produire la nuit. Cela apporte du profit aux actionnaires, mais des problèmes de santé supplémentaires aux travailleurs.

Le travail de nuit touche de plus en plus de personnes : elles sont 3,5 millions en France. C'est bien au-delà des professions qui nécessairement doivent assurer une permanence, dans les hôpitaux, les transports, les réseaux énergétiques, alors que le travail de nuit devrait être strictement limité à ce qui est nécessaire à la vie sociale.

**Lucien Déroit**



## Suppression partielle des franchises médicales : de la poudre aux yeux

Quand elles ont été mises en place, les franchises médicales avaient pour objectif de « responsabiliser » les usagers. En les détournant d'un euro non remboursé à chaque consultation, de cinquante centimes par boîte de médicament et de deux euros par transport, le résultat a

vite été atteint : nombre de familles n'ont eu d'autre choix que de renoncer à certains soins.

Le 24 octobre, la ministre de la Santé a proposé un amendement au budget de la Sécurité sociale qui supprimera lesdites franchises pour les plus démunis. Cela s'appliquera aux revenus

inférieurs à 11 670 euros par an. 1,3 million de personnes – qui certes ne s'en plaindront pas – devraient être concernées.

Mais quant à oser proclamer, comme l'a fait la ministre, « Nous faisons œuvre de justice en permettant aux plus modestes d'accéder aux soins », c'est pour le moins

choquant de la part d'un gouvernement qui, presque chaque jour, décide de nouvelles mesures contre les classes populaires.

« Du progrès et du concret », a tweeté la ministre de la Santé. Non : de la poudre yeux qui ne peut cacher le reste.

**Sophie Gargan**

## SNCF : Pepy veut s'en prendre aux salaires des cheminots

Non content de n'accorder que des augmentations de salaire dérisoires, Guillaume Pepy veut dorénavant s'attaquer à la progression des salaires par le biais de l'avancement. « Quand l'inflation est proche de zéro, la dynamique de la masse salariale doit être revue », a-t-il déclaré.

Pour lancer son offensive, Pepy a divulgué un rapport interne prétendument explosif. D'après ce rapport, si les effectifs du groupe ont diminué de 14% en dix ans, la masse salariale a augmenté dans le même temps de 1,289 milliard d'euros. Immédiatement, des journalistes complaisants se sont empressés de pointer la « dérive » du salaire des cheminots.

Il s'agit là d'une opération d'intoxication. D'après les chiffres mêmes publiés sur le site de la SNCF, pour l'année 2004 le total des charges de personnel était de 7,787 milliards d'euros, dont 5,311 milliards pour les salaires. En 2013, le total des charges de personnel a été de 9,153 milliards, dont 6,092 milliards pour les salaires. Les salaires ont donc augmenté de 781 millions d'euros et de

15% par rapport à 2004. En dix ans, entre 2003 et 2013, les effectifs de la SNCF sont passés de 170 000 cheminots à 150 000. Mais si les effectifs de l'Exécution ont reculé de 27 000, passant de 105 000 à 78 000, les cadres, eux, sont 5 000 de plus. Le salaire d'un cadre étant bien supérieur, ceci explique que le salaire moyen a augmenté, mais certainement pas le salaire d'un aiguilleur, d'un ouvrier d'atelier ou d'un employé des guichets!

L'autre élément à prendre en compte est la réforme des retraites. Les cheminots partent de plus en plus tard en retraite, à cause du recul de l'âge légal de départ et en raison du faible montant de la pension de retraite. Évidemment, la SNCF rémunère davantage un cheminot en fin de carrière que le nouvel embauché censé

le remplacer. Mais, au final, elle est gagnante sur toute la ligne, puisqu'elle économise sur les pensions de retraite.

Si quelque chose a explosé à la SNCF ces dernières années, ce n'est certainement pas le salaire des cheminots, mais celui de ses dirigeants. Ainsi Pepy gagne aujourd'hui

le maximum du salaire d'un PDG d'entreprise publique, soit 450 000 euros par an. Les dix plus hautes rémunérations à la SNCF ont augmenté de 10,3% en 2013.

Pour vraiment faire la lumière sur les comptes de la SNCF, il faudrait connaître le montant de tous les contrats, les

milliards versés aux banquiers et autres parasites du rail, dont Pepy et son équipe ne sont que les serviteurs.

En tout cas, les cheminots n'ont rien à cacher. Ils n'ont pour la plupart que leur maigre salaire pour vivre, salaire qu'ils entendent bien défendre.

**Christian Bernac**

## Les sanctions contre des cheminots de Paris-Beauvais

Dans notre dernier numéro, nous avons relaté comment, dans son projet de suppression des contrôleurs à bord des TER, la SNCF et la Région Picardie se sont heurtés à la résistance des usagers et des cheminots de la ligne Paris-Beauvais qui, pendant tout l'été ont refusé cette décision en exerçant un droit de retrait. L'inspection du travail et le conseil des prud'hommes du 21 octobre ont donné raison aux cheminots et désavoué la SNCF. Cette dernière, à court d'arguments, a entre autres lancé une procédure

disciplinaire à l'encontre de deux responsables syndicaux, suite à de prétendues altercations verbales avec la hiérarchie, les menaçant de révocation.

Jeudi 29 octobre, lors d'un rassemblement de plus d'un millier de cheminots à Saint-Denis en région parisienne, le responsable de la fédération CGT cheminots annonçait que la direction écartait finalement la menace de révocation. Toutefois elle maintenait la procédure pouvant aller jusqu'à un dernier avertissement avant révocation.

Contrairement à ce que

nous écrivions, la SNCF n'a donc pas déclaré « abandonner toute poursuite et sanction contre les cheminots en lutte ». Au contraire, lors du conseil de discipline du 5 novembre, les représentants de la direction ont bien demandé des mises à pied avec dernier avertissement contre les deux cheminots. La décision finale sera rendue dans un délai d'un mois.

Si la levée de la menace directe de révocation a soulagé les cheminots, cette demande de sanction reste absolument scandaleuse.

**Correspondant LO**

## EDF : les barrages ouverts aux capitalistes

Le 14 octobre, l'Assemblée nationale a voté le projet de loi relatif à la transition énergétique. Un des articles prévoit d'ouvrir à la concurrence l'exploitation des concessions hydrauliques. La propriété des ouvrages restera publique, mais l'exécution des concessions pourra se faire par le biais de sociétés d'économie mixte où la part publique pourrait devenir minoritaire.

Pour dénoncer cette loi, les fédérations CGT et FO de l'énergie ont appelé le 4 novembre le personnel des industries électriques et gazières à se mettre en grève, appel qui a été plutôt bien relayé par les syndicats sur les sites. Ce fait est plutôt inhabituel car, sur d'autres sujets qui mécontentent les travailleurs, comme le blocage des salaires ou les surcharges de travail, les directions syndicales de l'énergie restent depuis longtemps inactives.

Sur le site recherche et développement de Chatou, où l'une des activités concerne la maîtrise des ouvrages hydrauliques, beaucoup s'opposent à la loi. Ce n'est pas tant à cause des menaces liées à la soif de profits d'autres opérateurs, car sur ce plan EDF-SA pratique une politique

d'économies qu'aucun autre groupe privé ne renierait, qu'à cause de l'émiettement prévisible de la production hydraulique entre plusieurs entités. Cela engage dans le même mouvement l'éclatement de l'activité de recherche, actuellement concentrée à EDF.

La semaine a été ponctuée par des distributions de tracts, une heure de débrayage et une assemblée générale le jour de la grève. Une pétition a été signée par plusieurs dizaines de travailleurs le lendemain, pour appeler à la poursuite de la mobilisation.

Ce qui choque le plus est que le gouvernement brade aux capitalistes la gestion d'ouvrages que les usagers ont fini de payer, rééditant le scandale des autoroutes. En effet plusieurs groupes français ou étrangers,;



Le barrage du Chambon

comme GDF-Suez, ENEL, E.ON, Vattenfall, Poweo ou Alpiq, trépignent d'impatience depuis des années pour mettre la main sur la « rente hydraulique ». Celle-ci représenterait selon un récent rapport parlementaire 1,25 milliard net, une rente plus élevée que la « rente nucléaire ».

Ce sentiment est renforcé par la déclaration du ministre Macron à Bercy, le 17 octobre, devant un parterre de capitalistes, confirmant que « c'est bien la volonté du gouvernement d'ouvrir le capital de RTE »,

RTE étant la filiale d'EDF chargée de transporter l'électricité sur le réseau haute tension. Là aussi, il s'agit d'une activité sans risque financier et extrêmement rentable.

Un autre aspect de la loi dénoncé par les travailleurs concerne le risque pouvant découler d'un éclatement des concessions. La production hydraulique et la gestion de l'eau des rivières participent en effet d'un tout cohérent, à la fois pour réguler le réseau électrique et pour garantir un étiage suffisant des

cours d'eau pour assurer le refroidissement des centrales nucléaires. Enfin, le risque sur les conditions d'emploi du personnel, qui se trouvera un peu plus divisé en de multiples entités concurrentes, fait aussi partie des inquiétudes.

Pour l'instant, les travailleurs d'EDF ont donné un coup de semonce. Ce n'est pas fini, car le dégoût s'exprime de plus en plus largement contre la politique du gouvernement au service exclusif des capitalistes.

**Correspondant LO**

# Air France : la direction vole les pilotes grévistes

**Le SNPL, principal syndicat des pilotes d'Air France, vient de proposer à ses adhérents d'attaquer en Prud'hommes la compagnie. Il dénonce la façon dont sa direction a amputé la paie des pilotes qui avaient fait grève fin septembre et paralysé Air France durant deux semaines.**

Quand les pilotes s'étaient déclarés en grève, par exemple le jour du départ d'un vol long-courrier sur l'Asie ou l'Amérique sur lequel ils étaient programmés, la direction leur a décompté comme non travaillée la rotation complète, soit bien souvent quatre jours : le jour de grève proprement dit, plus les deux jours de repos prévus sur place, plus le vol de retour. Donc, même les jours où un pilote ne faisait pas grève, il pouvait être considéré comme gréviste !

Cette situation est la conséquence de la loi qui porte le nom du député UMP Eric Diard, qui la fit adopter en février 2012. Cette loi Diard a été voulue par Sarkozy pour complaire à l'opinion réactionnaire à la veille de l'élection présidentielle. Le Parti socialiste l'avait alors dénoncée comme antigreve. Mais, une fois élu, Hollande et sa majorité refusèrent d'abolir une loi qui appliquait au secteur aérien des restrictions au droit de grève similaires à celles qui existent depuis 2007 à la SNCF et à la RATP.

Ainsi, sous peine de sanction, un salarié doit se déclarer gréviste individuellement 48 heures à l'avance. Et il doit déclarer sa reprise de travail 24 heures à l'avance.

Le but est de faire pression moralement et financièrement sur les salariés voulant faire grève et de donner le temps aux directions – comme chez Easyjet en août 2012 et en novembre 2013, chez CityJet en mai 2013, ou lors de la récente

grève des 200 salariés en août 2012 et novembre 2013 de Lufthansa à Roissy – de faire venir d'autres pays, ou d'autres compagnies, des salariés afin de remplacer les grévistes.

En septembre, c'est ce qu'a fait Air France, applaudi et encouragé par le gouvernement, la droite, les médias et le patronat des transports.

On ne sait pas quelle suite la justice donnera aux plaintes des pilotes d'Air France, face à une direction qui revendique son droit de les sanctionner tant que grévistes et qui a annoncé qu'elle ferait appel d'un éventuel jugement défavorable.

En tout cas, ils ont raison de ne pas laisser passer ce mauvais coup et de mettre en cause, devant le reste du personnel, cette loi scélérate

voulue par la droite et maintenue par la gauche, parce qu'elle s'en prend aux grévistes.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent : Air France, Ebola et la santé du personnel

Au cours du mois d'août, des personnels navigants d'Air France, hôtesses, stewards ou chefs de cabine (PNC, personnel navigant commercial), ont vu arriver de drôles de propositions lors de l'attribution des vols à ceux et celles qui étaient de réserve (d'astreinte) et qui refusaient un vol vers les destinations où des cas du virus Ebola avaient été révélés.

Devant le danger que comportent ces vols, le comité hygiène et sécurité du

personnel navigant avait déposé un « danger grave et imminent » sur ces destinations. Lorsqu'un PNC se voyait affecter sur l'une d'elles, il pouvait refuser ce vol en usant de son droit de retrait. Mais il fallait alors qu'il se dise à la disposition de l'entreprise pour effectuer une autre mission, afin d'être couvert et de ne pas se voir retirer 1/30<sup>e</sup> de salaire. Car le Code du travail stipule bien que le droit de retrait n'entraîne aucune retenue de salaire

à l'encontre d'un travailleur ou d'un groupe de travailleurs qui se sont retirés d'une situation de travail s'ils avaient un motif raisonnable d'y voir un danger grave et imminent pour la vie ou pour la santé de chacun d'eux.

Pourtant, certains PNC ont été réaffectés dans l'heure qui suivait sur un vol vers une autre destination où le virus Ebola était détecté. Or, un second refus de vol est passible d'un retrait de 1/30<sup>e</sup> de salaire !

D'autre part, pendant la période estivale, des étudiants se trouvent parmi les équipages, en travail d'été. Or certains de ces étudiants ont dû accepter d'effectuer ces vols à risque, de peur de ne pas être à nouveau sollicités pour la prochaine saison par l'entreprise.

Voilà de quelle façon la direction d'Air France s'appuie sur les textes et exerce toute une pression au mépris de la santé du personnel.

**D. G., Île-de-France**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte Ouvrière

**Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et

n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Dépôt légal novembre 2014.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante : Lutte Ouvrière, BP 233, 78865 Paris Cedex 18. Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe  
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code Postal ..... Ville .....  
 Ci-joint la somme de :  
 Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	18 €	35 €	15 €
Outre-mer avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

### Sur internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Pour les malvoyants**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

## Mexique : cartels assassins et État complice

Ces dernières semaines, des manifestations se sont succédé au Mexique pour protester contre la brutalité des forces de police, le pouvoir des cartels de la drogue et la corruption des politiciens. Le 8 novembre, en apprenant que trois hommes de main des cartels avaient avoué avoir tué et brûlé les corps des 43 étudiants portés disparus depuis six semaines, des manifestants ont incendié la porte du palais national sur la place du Zocalo à Mexico.

Le 26 septembre, des étudiants avaient manifesté dans la ville d'Iguala, au sud de Mexico. Non seulement la police avait tiré, faisant six morts et une vingtaine de blessés, mais 43 d'entre eux ont été enlevés sans qu'on n'en retrouve plus trace jusqu'à présent.

Rapidement, il s'est avéré que la police d'Iguala ne faisait qu'un avec le cartel local de la drogue pour mettre en coupe réglée cette ville de 140 000 habitants. Elle a réprimé les étudiants sur ordre du maire et de sa femme, très proches de cette mafia. Ce n'est que sous la pression des manifestations réclamant « qu'on les retrouve vivants », que le président Peña Nieto a lancé la police fédérale, pas moins corrompue et brutale, à la recherche des étudiants enlevés. C'est alors que plusieurs charniers, sans rapport avec les étudiants, ont été découverts aux alentours d'Iguala avec les restes d'au moins 80 corps, témoignant de l'inhumanité du pouvoir des narco-autorités. À ce jour 74 personnes, dont le maire d'Iguala qui avait fui, ont été arrêtées.

Ce drame révèle le Mexique tel qu'il est : un pays où les cartels de la drogue trouvent aisément des complicités parmi les hommes politiques, dans les rouages de l'appareil d'État, etc. Au côté de la bourgeoisie mexicaine et des trusts nord-américains, les cartels dominent ce pays et s'enrichissent, derrière la façade d'un président qui ferme habituellement les yeux sur toute cette pourriture meurtrière.

Peña Nieto est issu du parti institutionnel révolutionnaire qui a derrière lui des décennies de corruption. Ses adversaires ne valent pas mieux : pendant le passage au pouvoir, entre 2000 et 2012, du parti d'action national de droite la puissance des cartels s'est renforcée. Quant au parti de la révolution démocratique, de gauche, qu'on en juge : le maire d'Iguala en est membre.

Face à la répression légale et extra légale, face à une corruption qui pèse sur toute la société, la population mexicaine ne peut compter que sur sa propre mobilisation.

Lucien Détrioit

## Ebola : combien de dividendes ?

La Banque mondiale, liée aux Nations unies, a évalué le coût potentiel de l'actuelle épidémie de fièvre Ebola : dépenses de santé mais aussi baisses de production, réduction des échanges de marchandises, des transports et du tourisme. Elle chiffre ce coût entre 4 milliards de dollars, si l'épidémie reste cantonnée en Sierra Leone, Guinée et Liberia et cesse dès cette année, et 33 milliards si elle sort de ces trois pays et dure toute l'année 2015.

Le but avoué de ce chiffre était de susciter des

dons du côté des grandes puissances, qui se font tirer l'oreille pour lâcher quelques dizaines de millions, alors que l'ONU a assuré le mois dernier qu'un milliard suffirait pour éradiquer l'épidémie. Mais, comme le constatait le président de Sierra Leone, « l'aide internationale a été, pour le moment, plus lente que la transmission du virus ». Sans doute parce qu'il n'y a pas de profits à espérer d'une maladie qui ne touche pour l'instant que des pays pauvres.

Vincent Gelas



« Entreprise en grève ! »

## Allemagne : pour la défense du droit de grève

La lutte des conducteurs de train s'est poursuivie en Allemagne, avec un sixième mouvement de grève depuis septembre. Commencé le 5 novembre, il devait durer jusqu'au 10 novembre mais la direction du syndicat des agents de conduite GDL a décidé de l'arrêter plus tôt, le 8 au soir, comme « geste de conciliation », afin de ne pas gêner les manifestations de célébration de la chute du Mur de Berlin qui avaient lieu le lendemain.

Malgré tout, comme les fois précédentes, la grève a provoqué de nombreuses perturbations dans les transports et aussi entraîné son flot de calomnies habituelles contre les grévistes, du côté des médias et des politiciens bien sûr... mais aussi de la part de Reiner Hoffman, le président du DGB, la principale centrale syndicale, qui s'est dit « horrifié ».

Les conducteurs en lutte réclament une hausse de salaire de 5 % et une réduction du temps de travail de 39 à 37 heures par semaine, comme compensation pour le stress croissant occasionné par les journées de travail de dix heures, les week-ends de plus en plus fréquemment travaillés, etc. Mais une des raisons de la grève est aussi de protester contre une nouvelle loi que prépare le gouvernement, qui a pour but d'octroyer au seul syndicat majoritaire dans une entreprise le droit de négocier les accords salariaux pour toutes les catégories de personnel, et aussi le droit d'appeler éventuellement à la grève dans ce cadre.

Or il se trouve que les mouvements les plus importants de ces dernières

années ont eu lieu en grande partie à l'initiative de syndicats catégoriels, minoritaires certes mais plus combatifs que la confédération DGB. Il en a été ainsi pour les pilotes d'avion, les contrôleurs aériens, les médecins, les agents de conduite. C'est donc clairement un moyen législatif de plus pour tenter d'empêcher ceux qui ne veulent pas se laisser faire de se défendre. Cela permettrait aussi au patronat, en particulier dans des secteurs où il essaie déjà d'empêcher toute représentation syndicale (comme Aldi, Lidl, Amazon, etc.), de créer des syndicats jaunes majoritaires qui pourraient avaliser tous les reculs, encore plus facilement que le DGB.

Pourtant bien des obstacles ont déjà été mis en place depuis des décennies pour réduire le nombre de grèves. La direction de la Deutsche Bahn, les chemins de fer allemands, a d'ailleurs tenté, sans succès, d'empêcher la grève par des référés auprès des tribunaux. Plus généralement, la principale limitation au droit de grève remonte à 1952 lorsqu'un tribunal a qualifié une grève des

rotativistes de presse, qui bloquait la sortie des journaux, de « politique » et donc d'illégale. Cela a fait ensuite jurisprudence auprès du Tribunal fédéral du travail, mais pourrait se contester même sur le plan juridique car il n'y a, par exemple, aucune limitation du droit de grève dans la Loi fondamentale qui sert de constitution outre-Rhin. En outre, les décisions de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui n'interdit pas ce genre de grève, devraient aussi s'appliquer à l'Allemagne.

En tout cas, les travailleurs n'ont pas toujours respecté cette interdiction. Ainsi, dans la période 1969-1973, on a assisté à une montée de la combativité ouvrière et à une série de grèves dites « sauvages ». Mais les dirigeants du DGB ont toujours accepté de jouer le jeu de la concertation avec les patrons, en échange de places octroyées dans le cadre de la cogestion des entreprises. Dès lors, ils n'ont pris l'initiative d'aucun conflit important, en dehors des périodes de renouvellement des conventions collectives, salariales ou autres.

Alors aujourd'hui les agents de conduite, même dans les limites fixées par leur syndicat catégoriel, ont raison de se battre contre une limitation supplémentaire du droit de grève. Car ils défendent aussi les droits de tous les travailleurs.

Henri Marnier